



*Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvons, et notamment le dimanche 22 septembre 2019*



## Dossier

### Fatshi en Belgique

**Fin du voyage du président congolais en Belgique, Quatre jours bien remplis, Des rencontres en pagailles, des promesses de lendemain qui chantent de part et d'autre mais aucune avancée sur la relance de la coopération militaire.**

**Sources :** Colette Braeckman *Makutano: là où l'Afrique se rencontre* – Le Soir – le 12 septembre 2019 ; CongoForum : Revues de la presse congolaise ; De Boeck G. « *Les Héritiers de Léopold II* » ; François Misser – *Les présidents passent, les combattants demeurent* - La Libre – le 17 septembre 2019 ; Jean-Claude Katende *Le Congo a besoin d'une révolution morale et d'un coup de balai* – La Libre – le 11 septembre 2019 ; J.K. Texte lu sur l'Internet congolais, le 20 09 19 ; Pie Tshibanda *Appel au calme envers les « combattants » de la diaspora lors de la visite du président Tshisekedi*- La Libre – le 11 septembre 2019 ;



## RDC



*Arrivée du couple Tshisekedi à Melsbroek*

### **Les visites à l'ex-colonisateur : un exercice toujours délicat...**

Les visites officielles à l'étranger font partie des tâches qui incombent à un Président de la République. C'est assez logique. On élit un Chef de l'État pour que le pays puisse être représenté par une seule personne. La poignée de mains entre deux Chefs D'États remplace ainsi les accolades entre plusieurs millions de citoyens. C'est moins rigolo, mais nettement plus pratique.

Bien entendu, il y a des circonstances qui rendent certaines visites délicates. Les relations internationales ne sont pas un long fleuve tranquille et il arrive que l'on doive recevoir ou visiter des pays avec lesquels on a été féroce en concurrence, avec lesquels existent des contentieux ou même avec lesquels on a été en guerre. Parmi ces visites diplomatiquement délicates, figurent en bonne place les visites des Chefs d'états africains dans les pays d'Europe qui ont été autrefois leurs métropoles coloniales.

L'ambiguïté, l'équivoque et l'ambivalence y sont de règle dans pratiquement tous les domaines. Colonisateurs et colonisés se sont fréquentés et donc se connaissent plus ou moins. Ils sont, les uns pour les autres, des « exotiques », mais des exotiques au sujet desquels on sait – ou croit savoir un certain nombre de choses. Et le problème, c'est que ces choses ne sont pas les mêmes. Les Congolais savent que des choses horribles se sont passées dans l'EIC de Léopold II, que même par la suite, les colonisateurs ont eu parfois la main lourde et que leurs malheurs, depuis l'Indépendance, ne sont pas sans lien avec le néocolonialisme. Il est grand temps que la vérité sur l'histoire dramatique de la colonisation belge du Congo soit aussi dite, apprise dans les écoles et diffusée parmi la jeune génération. Alors que la jeunesse se lève pour tenter de sauver son avenir, elle doit connaître la force des prédateurs humains qui ont saccagé cette planète pour en tirer le plus grand bénéfice matériel pour quelques-uns seulement. Et cela au prix de l'esclavage de millions

d'Africains, du travail forcé meurtrier, de la prise en otages de femmes et d'enfants dans les villages afin de briser toutes formes de résistance. Car résistances il y eut. Soigneusement cachées par les colonisateurs qui ont propagé l'image de peuples nécessairement sauvages, inférieurs, qu'il fallait « christianiser » et « civiliser » !

Alors, on arrive parfois, entre Belges et Congolais, à l'impossibilité de tout dialogue, parce que les Belges ont en tête d'autres images, qui ne sont pas moins réelles, mais qui ne sont pas les « mains coupées de Léopold II ». Des images du pays que tout le monde reconnaissait être le mieux organisé d'Afrique, images des années 1950 / 60, montrant que la Belgique a construit un pays, couvert de champs, industrialisé, avec une population saine et instruite, le réacteur atomique le mieux équipé et le plus avancé de toute l'Afrique, installé dans le laboratoire de physique de l'Université de Lovanium... Il y avait aussi des universités à Elisabethville et à Stanleyville. Ces universités regroupaient, dans une mixité totale de noirs et de blancs, plusieurs centaines d'étudiants, formés grâce à des écoles de standard européen. Les étudiants universitaires étaient au 29 juin 1960, plus nombreux que dans n'importe quel autre pays d'Afrique centrale. Des écoles primaires établies sur tout le territoire avaient permis de scolariser plus de 90% de la population en âge d'école, pourcentage qui, encore aujourd'hui, n'est atteint dans aucun autre pays africain.

Autre « photo souvenir », celle de l'usine d'électrolyse de la Luilu, avec ses milliers de bacs à perte de vue où mûrissait le cuivre le plus pur du monde. Le cuivre n'était pas le seul métal exploité, il y avait des mines et raffineries de zinc, d'étain, d'or, de diamant et d'autres métaux encore, sans parler des ports, des bateaux sur les fleuves et les lacs, les liaisons aériennes, les trains, les premiers électrifiés d'Afrique centrale. En agriculture, on évoquerait l'introduction du riz dans les régions pauvres, des champs de palmes et de coton, grâce auxquels des centaines de familles, vivaient, grâce au jardin botanique de Kisantu et au centre de recherche agricole de Yangambi, le plus avancé au monde dans le domaine des cultures tropicales et à son école pour agriculteurs. Il y avait les industries induites par les activités minières et agricoles, du chantier naval à la tréfilerie, de la filature à l'usine de chocolat, etc. Et en 1960, le bien-être sanitaire des populations noires et blanches fut introduit. Hôpitaux et dispensaires avaient à leur disposition 86.000 lits, soit un lit médical pour 160 habitants. Et cela est tout aussi vrai que les atrocités léopoldiennes.

L'attitude des Congolais (et des ex-colonisateurs honteux) est alors de se comporter comme si les atrocités léopoldiennes avaient continué jusqu'au 30 juin 60, et celles des Belges (surtout des coloniaux nostalgiques) de faire comme si les bienfaits de 1960 avaient commencé dès 1885 ! Toute la question (mais je me permets de trouver qu'elle est grave, parce qu'elle mène deux peuples à l'incompréhension, de laquelle naît l'hostilité) c'est qu'à cause de cette sacro-sainte coupure de 1908, on s'est toujours interdit de considérer toute continuité, de même que toute rupture, entre le Congo de Léopold II et le Congo de papa. Léopold II semblait mort sans héritiers et les Belges, sans doute, avaient débarqué un jour au Congo, descendant d'une soucoupe volante.

En pratique, un chef d'État africain en visite dans l'ex-métropole coloniale sait qu'il a toutes les chances de se faire engueuler deux fois : d'une part, s'il s'essaie à la diplomatie souriante, par les souverainistes ombrageux qui l'accuseront d'avoir « léché les bottes des colons » ; d'autre part, s'il se montre un peu raide quant au passé colonial, par les opportunistes qui lui reprocheront d'avoir « gâché des opportunités par une intransigeance excessive ».

Pour accueillir le président congolais Felix Tshisekedi, la Belgique n'a pas lésiné sur les symboles de légitimation : honneurs militaires, réception par le Roi Philippe, signatures de lettres d'intention et rencontres multiples, entre autres avec les milieux d'affaires. Il y avait longtemps que l'on n'avait, à ce point, mis les petits plats dans les grands et ni Laurent Désiré Kabila le vieux rebelle ni son fils Joseph qui avait cependant rendu hommage à l'œuvre de Léopold II n'avaient eu droit à tant d'égards...

Visiblement, l'ancienne puissance coloniale a voulu mettre fin à l'ère glaciaire des dernières années d'un Kabila de plus en plus impopulaire et soupçonné de vouloir rester au pouvoir. Après les

réticences suscitées par le déroulement des élections (dont les chiffres définitifs n'ont jamais été publiés par la CENI) comment expliquer que l'on sorte le tapis rouge et que l'on balaie sans états d'âme les poussières d'un passé encore proche ?

La position adoptée par l'Eglise catholique fut sans doute le premier moteur du changement : tout en affirmant connaître le véritable vainqueur des élections, les évêques choisirent de s'incliner devant le verdict de la Cour Constitutionnelle, cette « vérité judiciaire » qui n'a rien à voir avec l'arithmétique mais qui eut, à l'évidence, une capacité de pacification des esprits. Une autre raison fut l'attitude de la région : les Etats voisins du Congo accueillirent sans réserve le nouveau chef d'Etat, qui se retrouva même deuxième vice président de l'Union africaine. Et la troisième raison, non la moindre, fut la personnalité de Félix Tshisekedi lui-même : dès sa prestation de serment il adressa à Bruxelles un message très chaleureux souhaitant la normalisation des relations entre les deux pays. Mais surtout, il prit un certain nombre de mesures de décrispation, comme la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés, l'ouverture de l'espace médiatique, tout en mettant en œuvre des mesures sociales, avant même de savoir comment les financer. Multipliant les voyages à l'étranger mais aussi les bains de foule à l'intérieur du pays, Félix Tshisekedi a révélé un réel charisme et si la Belgique, s'était obstinée à l'ostraciser à cause de sa cohabitation avec Kabila, elle se serait écartée elle-même du dossier congolais, perdant définitivement une expertise de plus en plus fragile.

Le réalisme politique a donc prévalu et on a envie de reprendre le refrain d' « indépendance chacha » : tout oublier, tout pardonner... Mais entre la chanson et la réalité, il y a de la marge : certains Congolais n'ont pas oublié l'intransigeance de l'ancienne métropole ni les préférences ouvertement affichées envers certains candidats, d'autres lui reprochent une volte face opportuniste tandis qu'à Bruxelles nul n'ignore les failles et les contradictions du nouveau régime bicéphale. Mais au pessimisme de la raison on préfère désormais l'optimisme de la volonté et en ces jours de lune de miel chacun se surprend à soupirer « pourvu que ça dure... »

Honneurs militaires et tapis rouge. Hymnes nationaux joués par la Musique des Guides. Revue des troupes et puis surtout, audience au Palais royal : le roi Philippe, fils d'Albert qui reçut Kabila et neveu de Baudouin qui connaissait si bien Mobutu, reçut avec chaleur Félix Tshisekedi, fils d'Etienne, qui passa en Belgique la moitié de sa vie d'opposant tandis que la reine Mathilde et Denise Nyakeru, la première dame congolaise, qui fut infirmière à Bruxelles, faisaient connaissance.

La Belgique a tout fait pour que les premiers pas en Occident du nouveau président congolais le mènent d'abord à Bruxelles, avant Paris qui lui faisait les yeux doux et avant les Etats Unis où il participera à l'Assemblée générale des Nations unies. Aux yeux de la population congolaise, les symboles de cette « réunion de famille » pèsent lourd. Ils tiennent lieu de légitimation et le reste n'est qu'une suite logique. La normalisation des relations entre la Belgique et le Congo s'est traduite par la signature de trois Memorandum d'entente et lettres d'intention portant sur des points sensibles : la réouverture des consulats, belge à Lubumbashi, congolais à Anvers, la définition d'un programme transitoire de coopération au développement après la suspension des activités de l'agence Enabel, une relance de la coopération en matière de finances et au niveau des banques centrales. Mais surtout, le dialogue étant renoué, se tiendront à nouveau, à intervalles réguliers, des consultations politiques bilatérales tandis que l'ambassadeur belge à Kinshasa a remis ses lettres de créances et que son homologue congolais sera bientôt désigné à Bruxelles. Le gouvernement belge étant en affaires courantes, aucun engagement nouveau sur le plan financier n'a cependant été pris. Mais là n'était cependant pas le plus important : le premier jour de la visite en Belgique du président congolais a marqué la fin de l'ère glaciaire qui avait caractérisé les dernières années du « règne » du président Joseph Kabila et lorsqu'il rencontra les hommes d'affaires, le président Tshisekedi fit salle comble.





*Le 17 septembre 2019, Félix Tshisekedi, en Belgique pour sa première visite officielle, marche aux côtés de Charles Michel, le Premier ministre belge. ©AP Photo/Virginia Mayo*

### **Des interlocuteurs pas très « droits dans leurs bottes »**

Fatshi est officiellement le « vainqueur » des élections du 30/12/19, truquées et qui ne peuvent être considérées que comme que NULLES, sans vainqueur ni vaincu.. Il l'accepté, ce qui suppose un accord entre lui et JKK<sup>1</sup>. Cette nomination jouit d'un certain consensus – au Congo et à l'extérieur – parce que les élections, même truquées, ont toutefois permis une « alternance pacifique ». Le nouveau président, ligoté dans une camisole de force par sa participation à la fraude a montré sa (très) faible marge de manœuvre. Il est marginalisé dans toutes les institutions du pays, ne peut même pas se servir des bureaux ni des avions de la Présidence, et tout à l'avenant. Mais le président Félix Tshisekedi réplique à Martin Fayulu. qu'il a "*le droit de dire ce qu'il veut mais ce que je prouve sur le terrain démontre que je ne suis pas une marionnette*". "*D'abord, j'ai libéré tous les prisonniers politiques ce que lui n'avait pas fait, j'ai ramené tous les exilés politiques y compris un de ses adversaires le plus acharné. Donc je ne crois pas qu'une marionnette peut faire ça*".

L'idée, que semblent avoir la « communauté internationale » et notamment la Belgique, qu'il pourrait sortir des résultats positifs des « élections truquées, mais satisfaisantes » de décembre 2018 n'est pas absurde. On a vu, en Afrique, se produire des choses de ce genre. Olosagun Obasanjo,

1- Certains font remonter ces accords à d'anciennes « négociations à l'étranger », mais d'autres dates sont mises en avant. La nuit du 5 janvier est une hypothèse vraisemblable. Et l'on ne s'accorde pas non plus sur l'existence d'un texte écrit – ce qui aurait été fort imprudent – ou de simples accords oraux. Fayulu, enfin, est persuadé – ou prétend l'être – d'avoir été le « vrai vainqueur ». Qu'il soit sincère ou non, deux possibilités s'offrent à lui ; considérer que l'important est que le Président sorte des rangs de ceux qui, jusqu'il y a peu, étaient l'Opposition ou, au contraire, continuer à revendiquer la Présidence au nom d'une « vérité des urnes » auquel il semble être l'un des derniers à croire. Jusqu'ici, il a ménagé la chèvre et le chou, d'une part continuant à défendre sa « vérité des urnes », tout en insistant aussi sur le fait que Félix est « son frère », position sentimentalement compréhensible, mais difficile à défendre en saine logique.

avant de rétablir la dévolution du pouvoir par élection, avait commencé par le prendre par un « coup » militaire.

A l'époque où le capitaine Jerry Rawlings avait pris le pouvoir au Ghana, le pays était ruiné par la corruption au sein du gouvernement et des affaires. L'élite au pouvoir faisait des dépenses ostentatoires pour des copains, des petites amies et pour les clients politiques du régime en puisant dans les caisses de l'Etat. La médiocrité était partout. C'est pourquoi il avait déclaré: « Le Ghana a besoin d'une révolution morale et d'un coup de balai ». Cette phrase vaut aussi pour la RDCongo. Grâce à Jerry Rawlings, le Ghana qui était ruiné par la corruption, la mauvaise gouvernance politique, économique et sociale, est devenu un modèle dans beaucoup de domaines aujourd'hui. Il a fallu à ce pays un homme qui en avait la volonté et qui a posé des actes pour que le changement s'opère.

La révolution morale n'est possible que quand ceux qui en assurent la promotion sont des modèles en discours et en actes. C'est un véritable défi que Jerry Rawlings avait eu le courage de relever en faisant lui-même des sacrifices. Être un modèle de probité dans un système corrompu exige des sacrifices énormes.

La situation actuelle de Félix Tshisediki est décrite par Colette Braeckman comme les « *Histoires d'une cohabitation surprenante* <sup>2</sup> »

*« Le président Tshisekedi ? il ne ferait pas de mal à une mouche, mais attention... » Vital Kamerhe, homme politique chevronné et tout puissant directeur de cabinet du 5e président de la RDC, a, depuis Mobutu jusque Joseph Kabila, une longue pratique des chefs d'Etat de son pays... Bienvenu Liyota Ndjoli, ancien ministre de l'environnement puis des PME dans l'ancienne majorité, n'en revient toujours pas et décrit le « miracle congolais »: « les deux présidents s'entendent bien et s'apprécient mutuellement. Quand çà bloque, ils s'invitent l'un chez l'autre, dînent en compagnie de leurs épouses, passent des heures à discuter en aparté, puis se font des concessions mutuelles. Lors de la composition du nouveau gouvernement, Kabila a abandonné le Ministère de l'Intérieur mais gardé la Justice... » Joseph Olenghankhoy qui dirige toujours le Comité national de suivi des accords et s'est transformé en « vieux sage » chargé de multiples médiations, souligne la modestie du nouveau président « vous en connaissez, vous, des chefs d'Etat qui accepteraient de vivre dans un simple deux pièces à la Cité de l'OUA, l'un de ces bungalows construits du temps de Mobutu pour accueillir des visiteurs étrangers... De là, si nécessaire, il prend volontiers la route de Kingakati pour aller discuter avec Kabila ». Mamweso, le directeur de cabinet de Félix Tshisekedi, venu de Bruxelles, précise que cette solution demeure provisoire : « c'est au Mont Ngaliéma que le président finira par s'installer, car depuis 1960 ce lieu est le symbole de l'Etat. »*

*Installée par le Forum Makutano aux côtés de Denise Nyakeru, la « première dame », Jeanine Mabunda, présidente du Sénat et proche de Joseph Kabila, rappelle son parcours et insiste « je connais le prix du pain ». Sa voisine, tout aussi à l'aise, opine du chef « moi aussi ». Si les femmes d'affaires du Forum relèvent l'élégance de l'épouse du président, elles apprécient aussi sa simplicité et son engagement dans la promotion des femmes.*

*A Kinshasa, où les grandes artères sont régulièrement paralysées par les embouteillages dus à la construction de « saute mouton » (une dizaine de viaducs qui devraient dégorger les principaux carrefours) tous les chauffeurs ont une histoire à raconter en fonction de leur sympathie politique : l'un raconte que Joseph Kabila, qui, conduisant lui-même sa jeep est resté bloqué pendant deux heures à la hauteur d'Utex Africa, comme le simple citoyen qu'il est redevenu, et un autre explique comment Félix Tshisekedi, s'informant des causes d'un autre blocage, a découvert que des policiers se faisaient payer pour dégager le trafic et serait alors intervenu pour les sanctionner...*

*Dans les salons, mais aussi dans les milieux populaires, toute la ville décrit désormais cette incroyable cohabitation entre l'ancien et le nouveau chef de l'Etat, entre le taciturne et le*

débonnaire... Si beaucoup se demandent quand l'un va « bouffer » l'autre, Joseph Olenghankhoy se montre optimiste : « d'accord, Joseph Kabila a gardé tous les moyens de l'Etat, mais Tshisekedi peut compter sur un autre atout, le soutien du peuple. Il le doit à son nom, certes, mais aussi à sa popularité personnelle. A chacune de ses apparitions, la foule se précipite. S'il devait être attaqué, il y aurait la guerre... »

La guerre... C'est précisément ce qu'en décembre et en janvier dernier, toutes les ambassades redoutaient, recommandant à leurs ressortissants de quitter le pays au plus vite : « si Kabila confisque la victoire il y aura soulèvement. Et si un opposant l'emporte, l'armée ne l'acceptera pas... »

Le temps passe vite et neuf mois plus tard, ces tensions semblent appartenir à la préhistoire. L'historien Isidore Ndaywel, qui fut l'un des leaders du Comité des Chrétiens laïcs et milita courageusement en faveur des élections et du respect des résultats du scrutin s'émerveille de la maturité de ses compatriotes : « le peuple congolais a remporté une triple victoire : Kabila a compris le message, il s'est effacé sans chercher à imposer son dauphin Shadary par la force. C'est un opposant, Félix Tshisekedi, qui a accédé à la présidence, aidé par le nom de son illustre père. Et surtout, le recours à la violence a été récusé, personne n'en veut... »

Répondant à ce message là, et en accord tant avec ses promesses qu'avec son caractère, Félix Tshisekedi a multiplié les gestes d'apaisement : les prisonniers politiques ont été libérés, les exilés, Moïse Katumbi et d'autres, sont revenus au pays, la radio et la télévision ont retrouvé leur liberté d'expression. « Désormais, c'est la transparence » nous promet le nouveau Ministre de l'Information Jolinot Makelele, qui a passé 33 ans en Belgique. Les pays voisins, rassurés, ont confirmé la légitimation du nouveau régime : les premiers déplacements ont mené Félix Tshisekedi à Brazzaville, Luanda, Addis Abeba où il est devenu deuxième vice président de l'Union africaine. Il s'est aussi rendu à Kigali, où le temps passé à visiter le mémorial du génocide et le texte empreint d'émotion laissé sur le registre des visiteurs ont touché l'opinion, au-delà de la politique... Est venu ensuite le temps des voyages à l'intérieur du Congo : le président, dans les zones en conflit, n'a pas seulement rencontré les généraux, il s'est aussi enquis du quotidien de la troupe et a promis des soins médicaux pour les militaires et leurs familles. A Djungu, près de la frontière du Sud Soudan, (le bout du monde vu de Kin...) il a retrouvé la prison où son père avait été détenu et la maman qui avait nourri le courageux Etienne, à Beni et Bunia Félix Tshisekedi s'est entretenu avec les populations victimes des rebelles ADF et mis de l'ordre dans l'organisation de la riposte à l'épidémie Ebola, les « locaux » accusant les équipes venues de Kin de « consommer » tous les moyens disponibles.... A Kasumbalesa, sur la frontière de la Zambie, le président a découvert les 40 postes de contrôle qui prélevaient leurs multiples taxes...

Les historiens, les politiques, ont cependant l'œil fixé sur la ligne du temps : « la prochaine échéance électorale, en 2023, c'est demain » murmurent des kabilistes qui pensent que leur chef compte les jours. Et cela même si, redevenu simple citoyen, Kabila passe désormais beaucoup de temps à s'occuper de sa réserve animalière de Kingakati, un méga Pairi Daiza où les Kinois, s'ils sont lestés de beaucoup de dollars, se rendent en famille le week end... D'autres se demandent si l'alliance avec Vital Kamerhe résistera jusqu'au bout car le tout puissant directeur de cabinet a pratiquement tenu les rênes du pouvoir durant les neuf mois écoulés. Mais il devra désormais composer avec le Premier Ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Un homme expérimenté qui, durant sept longues années, fut ministre du Plan sous Mobutu. Et d'aucuns se demandent si l'affaire des quinze millions introuvables ne serait pas une première torpille, dégoupillée pour atteindre Kamerhe, un homme qui joue aujourd'hui la modestie et l'efficacité, mais qui, d'ici 2013 pourrait lui aussi retrouver ses ambitions... En attendant, tranquille et assuré, Félix Tshisekedi trace son surprenant sillon...

La fragilité de Fatshi est connue de tout le monde. Ce qui l'est moins, surtout pour les Congolais, c'est la position fragile de leurs interlocuteurs belges. En effet, depuis plusieurs mois, le gouvernement de Charles Michel est minoritaire, sa composante NV-A lui ayant retiré son soutien.

En outre, des élections ayant eu lieu entre temps, ce gouvernement minoritaire est de plus un gouvernement sortant, expédiant les affaires courantes. Cela limite très fort ce que ce gouvernement peu faire et, en tant que point d'appui, la Belgique, pour le moment, ressemble moins à un rocher solide qu'à un bloc de pudding tremblotant et gélatineux. Selon des sources crédibles proches du Fonds Monétaire International (FMI), dont la délégation vient de séjourner pour la nième fois à Kinshasa, Bruxelles se livre à un double jeu dans ses relations avec Kinshasa. Alors qu'apparemment, les autorités belges donnent l'impression d'être déterminées à accompagner le processus de relance économique de leur ancienne colonie, c'est bien le contraire qui est réellement visé.

On laisse entendre que la Belgique boude les conclusions positives auxquelles sont parvenus récemment les experts du FMI dans la revisitation de la situation économique de la RDC. Au lieu de plaider pour la cause du peuple congolais, elle s'emploie plutôt à faire passer des messages négatifs sur la nouvelle gouvernance auprès de différents partenaires européens de l'Etat Congolais.

*« La thèse principale soutenue du côté de Bruxelles est qu'il ne faut pas coopérer avec la RDC ou contribuer de façon significative à la relance de son économie aussi longtemps que son ancien président, Joseph Kabila, sera visible sur les radars politiques du pays. Pour la Belgique, le sénateur à vie de Kingakati est un personnage à effacer totalement de la scène politique. Et s'il faut bloquer le développement économique du pays pour éliminer entièrement son ombre, il n'y a pas lieu d'hésiter »,* écrit le journal kinois **Le Phare**

Enfin, il faut tenir compte d'un dernier facteur ; la Belgique est le centre névralgique de la diaspora congolaise... Et celle-ci comprend depuis toujours une fraction non négligeable d'opposants aux divers régimes qui se sont, au fil du temps, succédés à Kinshasa.

Cette diaspora a eu, ces derniers temps, des raisons de se réjouir du changement survenu au Congo. Les bureaux d'immigration de l'aéroport de N'Djili, jadis haut lieu d'ennuis et de palabres, témoignent des changements en cours: désormais, c'est en quelques minutes qu'un visa volant est validé moyennant 90 dollars ; les fonctionnaires de la DGM, (Division générale des migrations) naguère si bougons et chicaneurs souhaitent désormais la bienvenue, les taxis à prix fixe ronronnent tranquillement tandis que sur le Boulevard des « saute mouton » en construction offriront bientôt des passerelles menant directement vers les quartiers populaires... Les « cent jours » du président n'ont pas été un simple effet d'annonce et plusieurs changements sont déjà visibles...

Mais surtout, qu'ils viennent de Bruxelles, de Paris ou de plus loin encore, les vols sur Kinshasa affichent complet : l'affluence au Forum Makutano en témoigne, c'est par dizaines de milliers que les Congolais de la diaspora rentrent au pays et d'aucuns assurent que depuis janvier on aurait enregistré un million d'entrées ! Cependant, ces retours sont rarement définitifs du premier coup et les premiers voyages sont souvent consacrés à la prospection. Mais à la différence des décennies précédentes, par exemple lors de la chute de Mobutu, ce sont moins des demandeurs d'emplois qui affluent que des Congolais de la deuxième ou de la troisième génération. Ils sont éduqués, diplômés, comme Christian, juriste et fonctionnaire fédéral en Belgique. Il a pris un congé sans solde de six mois pour préparer son retour au pays et soutient activement Vital Kamerhe, le très puissant directeur de cabinet de Tshisekedi « si j'ai quitté un emploi où je gagnais 3500 euros par mois, ce n'est pas pour faire fortune au Congo. C'est, tout simplement, parce que j'aime mon pays et que le temps est venu... »

Très nombreux dans les coulisses du nouveau pouvoir, les Congolais de la diaspora reconnaissent cependant qu'avec leurs compatriotes restés au pays, les relations ne sont pas toujours faciles « de part et d'autre, il y a des complexes, des craintes... Ceux qui sont restés au pays rappellent qu'ils ont lutté, souffert et ils comprennent mal qu'en exil, la diaspora congolaise elle aussi a du s'accrocher, se heurter à un plafond de verre... »



Les retours sont encouragés par le parcours personnel de Félix Tshisekedi : lui aussi, fils d'un opposant politique, a grandi et fondé une famille en Belgique et dans son entourage on reconnaît, ne serait ce qu'à l'accent, de nombreux « Belgicains »...

L'évolution politique du Congo, où la volonté d'apaisement est manifeste, n'est pas seule à encourager ces retours. Nul n'ignore les difficultés rencontrées par les migrants en Europe tandis que la vague de violence xénophobe en Afrique du Sud suscite la réprobation générale : des manifestations ont eu lieu devant l'ambassade sud africaine, les commentaires se multiplient sur les réseaux sociaux, les autorités préparent même des plans de rapatriement.



### **Matonge tantôt pour et tantôt contre Félix Tshisekedi**

Entre Congolais du pays et ceux de la diaspora, les violons ne s'accordent pas toujours. Les premiers accusent les autres de ne jamais être là lorsqu'il faut affronter la police répressive des dictateurs, de n'apparaître qu'après la victoire, lorsqu'il faut se partager le butin. Ceux de la diaspora répondent : c'est une erreur de croire qu'à l'étranger on ne fait rien pour le pays d'origine. En témoignent les nombreux transferts d'argent au profit des nôtres. Ainsi, c'est une erreur de ne pas reconnaître que la vie politique de nos pays se joue aussi en dehors de chez nous. La victoire sur l'oppression est le fruit des efforts conjugués des uns et des autres.

Pendant qu'au siège de la FEB et ensuite au Cercle Gaulois, le président Félix Tshisekedi s'efforce de séduire l'establishment belge et de convaincre les investisseurs potentiels de revenir au Congo, à quelques centaines de mètres d'embouteillages plus loin, c'est une autre scène qui se joue au sein de la diaspora congolaise. Depuis leur fief de Matonge, les opposants les plus radicaux, autoproclamés « combattants » sont désormais divisés. Hier, toutes tendances confondues, ils étaient unis contre Joseph Kabila, qualifié de « Rwandais ». Ils prenaient d'assaut l'ambassade de la RDC, traquaient les dignitaires du régime et rendaient impossibles des concerts des stars de la rumbas, qu'ils accusaient de pactiser avec le pouvoir. Aujourd'hui, il y a les partisans de Félix, tout heureux de voir leur ancien ami endosser son costume de président et qui, pour la circonstance, se présentent volontiers comme chargés de la sécurité ou comme conseillers du nouveau chef d'Etat. Et puis il y a les autres, en tenue militaire « tâche tâche » et/ou casquette portant la flamme rouge du MPR, le parti de Mobutu... Ils défendent Martin Fayulu, l'homme qui n'a pas renoncé à sa victoire électorale, soutiennent Jean-Pierre Bemba, regrettent le Maréchal Mobutu, l'homme qui avait uni

tous les « Zaïrois » et dénoncent la « trahison » de Félix, leur ancien compagnon qui a fait alliance avec Kabila, l'ennemi d'hier qui préparerait son retour au pouvoir en 2023.....

*« La mobilisation est générale et sur la place Lumumba, cette languette de trottoir concédée au souvenir, tout le monde se croise, y compris des dizaines d'agents de l'ANR venus de Kinshasa pour dépister les trublions, des agitateurs dépêchés de Paris par l'Apareco d'Honoré N'Ngbanda, l'ancien chef des services spéciaux de Mobutu, des militants de l'UDPS venus d'Allemagne et de Hollande et qui se presseront au meeting prévu au Heysel.*

*Dans les bistrotts de Matonge, tandis que les femmes ferment les salons de coiffure et les ongleries, on discute ferme tandis que la bière circule généreusement... Tous déplorent qu'une femme ait été tabassée et loin, sur le boulevard, une voiture brûlée. Dans le café Riviera, on sert du poisson comme à Kinshasa, sur de larges assiettes décorées de bananes plantain et de patates douces et Maman Alphonsine, Alpha pour les intimes, règne sur sa cuisine.*

*Aux tables, toute la politique congolaise est passée en revue, l'affaire des 15 millions disparus, les promesses d'enseignement primaire gratuit, la diaspora désormais divisée, où certains sont de plus en plus tentée par le retour au pays, tandis que d'autres assurent qu'à distance ils soutiennent leur famille restée à Kinshasa...Dehors des garçons passent en roulant des mécaniques, bérêt vert sur le crâne et veste provenant sans doute d'un stock américain. Soudain tout s'arrête dans un grand bruit de table renversée et les injures volent à travers la pièce, « traître », « vendu » et autres amabilités en lingala. Les chaises volent aussi, brandies à bout de bras par des garçons excités et elles atterrissent sur le trottoir.*

*Soudain, un cri puissant jaillit de la cuisine enfumée, Maman Alpha, longue cuillère en main, tablier serré sur sa large poitrine, se jette dans le tumulte et sépare énergiquement combattants, militants et autres forts en gueule. De toutes façons elle crie plus fort qu'eux et sa voix domine le tumulte. Ses injures et ses menaces en lingala font mouche et les garçons reculent vers le trottoir, jusqu'à heurter deux combis de la police d'Ixelles appelés sur les lieux et dont les policiers demandent en ouvrant les portières « qu'est ce qui se passe ici ? » Au moment où ils pénètrent dans le restaurant, maman Alpha peut leur répondre calmement que tout est rentré dans l'ordre, que la discussion se poursuit un peu plus loin...Jusqu'à la prochaine échauffourée <sup>3</sup>»*

*Pie Tshibanda, psychologue, écrivain et conteur, publiera dans La Libre du 11 septembre 2019 un « Appel au calme envers les « combattants » de la diaspora lors de la visite du président Tshisekedi »*

*« Une chose est de reconnaître les mérites de ceux qui ont toujours été vigilants, où qu'ils se trouvent, l'autre de rappeler qu'être « combattant » auto-proclamé n'est pas un métier. Dire à nos musiciens : « Vous êtes des leaders d'opinions, vous n'avez pas à faire l'apologie des hommes politiques... », oui ; organiser des marches de protestation lorsque le Congo est envahi, oui. On combat pour le bien-être de nos compatriotes et de nous tous ; on combat contre l'injustice, oui. M. Félix Tshilombo est attendu en Belgique la semaine prochaine. Une organisation est mise en place pour lui permettre de rencontrer les Congolais de la diaspora ; il suffit de s'inscrire, de préparer un mémo, de donner des idées... Mais que voyons-nous sur les réseaux sociaux ? Des messages de mobilisation de la part de certains Congolais qui amentent les autres : « Venez nombreux, l'heure a sonné... Venez dans un esprit de guerre, nous devons empêcher que Tshisekedi soit accueilli... Ce jour-là, tout sera permis... Certains trouveront la mort, d'autres seront blessés ».*

*Le crime de Félix : « ... il a pactisé avec Kagame, il s'est entendu avec le G7 pour la balkanisation du Congo, pour l'exploitation de nos minerais par les Blancs... ». Ces messages d'incitation à la haine sont ponctués du slogan « INGETA », la parole, prise tour à tour, s'investit dans une violence inouïe. A force de cracher le venin, l'hydre à plusieurs têtes finit par se trahir : « Venez nombreux, il s'agit d'un match retour; au match aller nous avons neutralisé le père (Etienne Tshisekedi) ; maintenant nous devons en finir avec son fils. Nous devons neutraliser cette famille ».*

*Il est donc question de neutraliser une famille ! Quitte à accuser Etienne Tshisekedi et son fils, Félix Tshilombo Tshisekedi, de trahir la cause congolaise ! Je doute que cet avis soit celui du peuple congolais que tout le monde prétend représenter. Il n'est pas trop tard, chers « combattants », préparez votre mémo et allez vous inscrire ; Félix vous recevra dans les normes de la démocratie et de la civilisation. Non, personne ne doit être blessé comme vous le prônez. La police belge veillera ».*

Jean-Claude Katende, dans le même journal, exprimait l'opinion que « le Congo a besoin d'une révolution morale et d'un coup de balai »

« Après avoir fait 18 ans au pouvoir, le Président Joseph Kabila avait déclaré que son plus grand regret était de « n'avoir pas réussi à transformer le Congolais. On traîne quelques points négatifs de l'époque Zaïre ». La question que nous devons nous poser est de savoir pourquoi l'ancien Président a échoué à changer la mentalité du Congolais. Pour moi, la réponse est à situer à deux niveaux : absence de modèle et absence de sanction. Cette remarque du président Joseph Kabila est un avertissement à nous tous. Que faire alors ?

*Aujourd'hui, le président Félix Tshisekedi se révèle être une excellente opportunité pour pousser le pays vers la révolution morale. Cette révolution utile à la consolidation de l'Etat de droit et au développement du pays dans tous les domaines. Avoir un Président aussi engagé sur le changement de mentalités me fait penser à Jerry Rawlings. De tels chefs d'Etat, capables de montrer le chemin, on en a une fois tous les 50 ans dans un pays. Alors, souscrivons au changement de mentalité, car c'est toute la nation qui en bénéficiera sur le long terme, comme au Ghana.*

*Mais pour réussir cette entreprise de changement des mentalités, le Président doit exiger des standards moraux très élevés de lui-même et de tous ses collaborateurs. Cela ne sera pas de trop de faire signer un acte d'engagement portant sur les valeurs morales à tous les membres des cabinets du Président, du Premier Ministre et de tous les ministres. Au-delà de son engagement personnel pour le changement des mentalités, le Président devra aussi prendre un balai pour balayer ou sanctionner, selon les procédures des régimes démocratiques, toute personne qui résiste ou qui s'oppose à son appel au changement des mentalités.*

*Un ami m'a écrit ceci, après avoir suivi le dernier discours du président Félix Tshisekedi : « Les gens ne peuvent changer que par la menace réelle et prompte de subir les conséquences de leur opposition au changement. Tous n'attendent que cette menace du Président, je veux dire sa marque de fabrique. Et tant que personne (fonctionnaire, magistrat, ministre, mandataire, parlementaire...) ne verra cette menace peser sur lui, le système va continuer. Et le temps va d'ailleurs passer très très vite... 2023, c'est déjà demain ».*

*Je suis parfaitement d'accord avec cet ami. Jerry Rawlings avait réussi grâce au coup de balai. J'appelle tous les compatriotes à souscrire à l'appel du Président, mais en veillant à ce que cette politique de changement des mentalités concerne tout le monde et qu'elle produise des résultats comme au Ghana. Oui, le Congo a besoin d'une révolution morale et d'un coup de balai, aujourd'hui et maintenant ».*

On pouvait encore lire sur « l'Internet congolais, » le 20 09 19

*« Je voudrais devier du sujet débattu pour faire remarquer un certain nombre d'éléments à l'événement que nous venons de vivre sur la visite du Chef de l'Etat Congolais en Belgique:*

*L'accueil du Chef de l'Etat en Belgique a été tonitruant et émouvant, juste au dessus de celui reçu à Washington. Pour moi, cette expression hautement émotive est un message du Congolais au monde de la perception qui prend corps de se retrouver sur le chemin du recouvrement de sa dignité, de sa respectabilité et de son identité aussi bien au Congo qu'à travers le monde. Le chemin est encore long pour confirmer cette perception en une réalité qui va se vivre à travers tous les recoins de la république et du monde. Le travail nous revient à tous d'amener à la surface nos bonnes dispositions pour l'établissement d'une société tendant vers plus de justice catalytique de plus de solidarité et de fraternité. Un travail immense dans un Congo très pauvre et très malade.*

*Des lors, nous condamnons énergiquement ceux qui se sont livrés aux actes indecents des voies de fait sur la maman Congolaise, une maman Congolaise qui a déjà été hautement traumatisée des violences sexuelles et d'humiliation de tout genre à l'Est de la République.*

*Nous demandons aussi à notre peuple, nonobstant l'ethnie d'origine, de s'abstenir des réactions qui pourraient amener à l'escalade et à l'humiliation de tout un peuple, le peuple Congolais. Le pouvoir incarné par le président Félix Tshisekedi devra continuer inlassablement à travailler pour une réconciliation nationale [reach out] et la réduction des tensions entre les diverses communautés qui constituent la riche diversité nationale dont le Congo est si fier, un mini États-Unis d'Amérique.*

*Que Dieu bénisse le Congo et son peuple, que Dieu bénisse les pays amis qui sont aux côtés du Congo pour lui donner les béquilles nécessaires pour sa reconstitution.*

*Je vous remercie.*

*JK »*

## Manifestations

BELGA Publié le mardi 17 septembre 2019 à 14h24 - Mis à jour le mardi 17 septembre 2019 à 14h24



Des manifestants hostiles à M. Tshisekedi se font entendre à Bruxelles

Les présidents congolais se succèdent les uns aux autres. Mais avec une constante. Chacune de leur visite en Belgique suscite la mobilisation de « combattants » acharnés. Celle de Félix Tshisekedi n'a pas échappé à la règle.

Une bonne centaine de manifestants issus de la diaspora ont exprimé mardi midi leur hostilité au président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, au premier jour de sa visite en Belgique, en se rassemblant bruyamment mais sans incident notable à proximité du Palais d'Egmont à Bruxelles où il a rencontré les principaux ministres du gouvernement, a constaté l'agence Belga. Tenus à distance par la police, ces manifestants - une centaine selon la police, environ 150 selon l'estimation d'un journaliste de l'agence Belga - scandaient des slogans dénonçant l'illégitimité du chef de l'Etat congolais, proclamé vainqueur de l'élection présidentielle contestée du 30 décembre dernier, et la proximité qu'il aurait forgée avec le président rwandais Paul Kagame.

"Le Congo est sous occupation étrangère", affirmait une pancarte, reprenant un slogan du mouvement d'opposition Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo (APARECO) de l'ancien mobutiste Honoré Ngbanda.

Ils ont hué M. Tshisekedi à sa sortie du Palais d'Egmont et chanté "*Reynders collabo*" en faisant référence au ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, qui a, comme l'ensemble du



gouvernement fédéral et la communauté internationale, fini par admettre l'élection de M. Tshisekedi en dépit des contestations post-électorales.

*"Pseudo président, usurpateur, pantin, honte nationale"* indiquaient d'autres pancartes portées par les manifestants, dont plusieurs qualifiaient le président rwandais, jadis soutien de plusieurs rébellions en République démocratique du Congo (RDC), d'"assassin" et de "Hitler africain".

La nuit tombe mardi soir sur la rue Ravenstein à Bruxelles, siège de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). La réunion du Président Félix Tshisekedi avec les patrons belges est finie depuis longtemps, mais les « combattants », opposants acharnés au chef de l'Etat congolais n'en démordent pas et continuent à danser et à scander des slogans hostiles.

Au nombre de 100 à 150, arborant des drapeaux congolais mais aussi zaïrois, ces militants rassemblés à l'appel d'un certain Boketshu Longomlobo faisaient encore face aux policiers casqués et équipés de matraque. Les griefs sont invariablement les mêmes que sous l'ère de Joseph Kabila. « *Le Congo est sous occupation étrangère* » proclament des pancartes. D'autres qualifient le Président rwandais Paul Kagame, dont les rapports se sont améliorés avec Kinshasa d'« assassin » ou de « Hitler africain », reprenant la propagande de l'Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo (Apareco) de l'ex-conseiller pour la sécurité de Mobutu, Honoré Ngbanda, en exil à Paris. Ce dernier, plus connu sous le doux sobriquet de « Terminator », en raison de sa responsabilité présumée dans la répression ayant provoqué en 1992 le massacre de chrétiens à Kinshasa, a fait alliance en mai avec l'opposant numéro un à Tshisekedi, Martin Fayulu, qui estime que la victoire à la présidentielle de décembre 2018 lui a été volée.

D'autres manifestants sont des déçus de Tshisekedi, des membres de la diaspora dépités de n'avoir pas reçu de poste, explique un journaliste congolais de Bruxelles qui, pour éviter des représailles, requiert l'anonymat. « *Pseudo président, usurpateur, pantin, honte nationale* » invectivent les pancartes brandies par des membres de la diaspora en Belgique mais aussi d'autres militants, accourus de Paris et de Londres.

Toute la journée, les combattants se sont ainsi évertués à saboter la visite de Tshisekedi et de sa délégation forte de plus de 90 personnes, parvenant parfois à provoquer l'un ou l'autre raté. Ainsi, Albert Yuma, le patron de la Fédération des entreprises congolaises (FEC), coincé au siège de la FEB, a dû annuler en fin d'après midi ses interviews avec des medias belges et congolais dont La Libre Belgique.

Dans la matinée, une manifestation, partie du quartier Matonge de Bruxelles, vers le Palais d'Egmont, siège du ministère des Affaires étrangères belges où le président congolais a été reçu par le Premier ministre Charles Michel, avait déjà exprimé bruyamment son hostilité à Félix Tshisekedi. Elle a retrouvé le Président à la sortie du Palais d'Egmont, pour le huer copieusement et de surcroît chanté "Reynders collabo", visant le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, qui, à l'instar de ses collègues, africains, américains et européens a fini par reconnaître l'élection de Félix Tshisekedi, malgré son invraisemblance, soulignée par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO).





## Félix Tshisekedi et les Congolais de Belgique au Heysel



C'est le bain de foule attendu dans cette visite officielle du président congolais Félix Tshisekedi en Belgique. Une première depuis 2007. Après les rencontres officielles et une visite à Anvers, le nouveau président a rendez-vous ce mercredi soir avec la diaspora à Bruxelles. Des milliers de Congolais sont attendus ce mercredi soir au Heysel. Beaucoup étaient déjà là depuis le début d'après-midi, certains mécontents de l'organisation. Sur 4000 places, 3800 ont été achetées en prévente. Vers 18h30, des personnes attendaient encore pour rentrer.

**L'Info en ligne des Congolais de Belgique** titre « Très grosse affluence des Congolais au Palais 12 du Heysel à Bruxelles pour écouter Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo leur Président. »  
« Dès 16h00, les portes étaient déjà ouvertes mais d'une façon si étroite que très vite, la file est devenue longue.

Vers 17h30, il y avait près de deux mille personnes dehors, et autant à l'intérieur. C'est vers 20h30 que la plupart des personnes seront enfin dans la salle qui était à 80% pleine, et il faudra attendre encore une heure de temps pour que le Président de la République Démocratique du Congo entre dans le grand Palais 12 sous les applaudissements et les cris de participants.

Faut-il revenir sur le contenu du discours prononcé? Non.

Ce dont le Président a parlé, il l'a déjà dit à plusieurs occasions :

Les objectifs qu'il s'était assigné un certain 26 novembre 2018 avant de se jeter dans la campagne électorale,

La décision d'aller aux élections (Avec ou sans machine à voter, NDLR),

Les difficultés de la campagne sans moyens financiers conséquents,

La proclamation des résultats provisoires par la CENI,

La proclamation des résultats définitifs par la cour constitutionnelle,

La passation de pouvoir,

Les premières mesures de son mandat : libération des prisonniers, la fermeture des cachots, la décrispation politique permettant le retour au pays des opposants emblématiques,

Les travaux d'urgence des cent jours, avec juste l'argent présent dans la caisse de l'Etat à ce moment-là : routes, hôpitaux, écoles, ponts.. Réfectionnés ou construits,

Les décisions de la gratuité de l'enseignement primaire,

La priorité de la sécurité,

La lutte contre la corruption,

L'indépendance de la justice,

L'établissement de l'Etat de droit.

L'originalité de cette rencontre c'est que les Congolais ont découvert en leur Président des qualités de véritable tribun. Une personnalité sûre de ses convictions et connaissant parfaitement les objectifs qu'il s'est assigné au point d'avoir parlé durant trois quart d'heure sans une seule note. L'auditoire le lui a bien rendu en criant très souvent « Béton » quand il énumérait les différentes réalisations de son début de mandat.

Ce qui a créé une grande complicité entre le Président et l'auditoire.

Ainsi, plus le temps passe, plus Tshisekedi endosse de plus en plus convenablement son costume de Chef d'Etat et imprime progressivement sa marque.

Petit bémol : l'organisation et le protocole.

Accéder à la salle a été un véritable parcours du combattant,

Certaines personnes s'étaient même découragées et étaient rentrées suite à des informations contradictoires, certaines données par la police, sur la disponibilité ou pas des places à l'intérieur,

Habitué à un langage franc et direct avant l'arrivée des responsables du parti lors des rencontres politiques, plusieurs combattants de l'UDPS dans la salle se posaient des questions sur le modérateur du jour qui peinait à communier avec l'assistance. Et il était lancé des phrases du genre : « C'est créer des frustrations inutiles en mettant sous les projecteurs à côté du Président des gens qui hier encore militaient ailleurs, ou nous tiraient dessus, alors que des gens fidèles à notre combat galèrent ».

Après la sortie du gouvernement, le Président de la République est en devoir désormais de se débarrasser des canards boiteux dans son entourage, acte qui sera un gage pour la réussite de son mandat. Ce que le peuple souhaite.

Avec la démonstration du Heysel, le séjour officiel de Félix Tshisekedi en Belgique se termine en apothéose.

Prochain grand oral du Président Tshisekedi : l'Assemblée Générale de l'ONU dont l'oral de Bruxelles aura servi de mise en bouche ».

Daniel Aloterembi, sur **Mediacongo.net**, expose plus sobrement « Félix Tshisekedi à la diaspora: « le Congo a besoin de vous. Nous avons plusieurs chantiers »

« Le chef de l'État Félix Tshisekedi a exhorté la diaspora congolaise en Belgique à revenir au pays pour contribuer à la reconstruction du pays car le Congo a plusieurs chantiers. Ce message a été lancé lors de ses échanges avec la communauté congolaise vivant en Belgique et ailleurs, ce mercredi 18 septembre 2019, dans le palais 12 du palais des expositions de Bruxelles.

"Il n'y a plus de raisons de craindre le pouvoir en place. Je ne demande pas un retour immédiat, car je connais les réalités. Prenez votre temps chers compatriotes, mais n'oubliez pas de rentrer dans votre pays", a déclaré Félix Tshisekedi.

A cet effet, le président congolais a fait savoir à ses compatriotes que le premier chantier est celui de la paix et de la sécurité.

« Nous sommes en train de tout mettre en oeuvre pour éradiquer toutes les poches de violence», a déclaré Félix Tshisekedi.

En outre, a-t-il fait savoir, un autre chantier est celui de la gratuité de l'enseignement fondamental. « Muana ya Congo akoki lisusu kozala illettré te »(Un congolais ne peut plus être un illettré.Nous poursuivrons les efforts palier par palier pour passer aux études secondaires et universitaires, a fait savoir le président congolais ».

Toujours sur **Mediacongo.net**, Djodjo Vondi écrit « Tshisekedi veut un État de droit basé sur une justice distributive »

« Prévue à 18h00, c'est finalement à 21h40, heure de Bruxelles, que le président de la république, Félix Tshisekedi, a fait son entrée au palais 12 du palais des expositions de Bruxelles, situé sur le site du Heysel, où l'attendaient de milliers de congolais de la diaspora.

Face à ses compatriotes, le chef de l'État congolais a rappelé son combat pour l'instauration d'un État de droit basé sur une justice distributive, où la loi s'applique à tout le monde de la même manière.

« Nous avons le devoir de continuer ce combat jusqu'à l'instauration d'un Etat de droit. Et cet État de droit doit être soutenu par une justice plus juste, une justice au-dessus de tous, une justice qui va faire son travail pour protéger les citoyens et leurs biens. C'est cela l'État de droit que nous voulons instaurer », a-t-il déclaré.

Félix Tshisekedi a également fait savoir qu'il ne va pas s'ingérer dans les affaires judiciaires.

« *Croyez-moi, que là-aussi, je ne ménagerai aucun effort pour y arriver. Je ne veux pas de la justice faite par le président de la république ou à la présidence de la république. Je ne suis pas un dictateur et je ne veux pas qu'on fasse de moi un dictateur* », a-t-il ajouté.

C'est donc une précision que le chef de l'État a donné à une certaine opinion qui interprète son silence de diverses manières sur l'affaire du présumé détournement de 15 millions de dollars américains. Affaire dans laquelle son directeur de cabinet, Vital Kamerhe est cité.

Avant son départ pour la Belgique, Félix Tshisekedi avait reçu Victor Batubenga, inspecteur général des finances, afin de le rassurer et de l'encourager.

## Commentaires



### Félix, par Félix

(Le Président congolais a eu de nombreuses occasions de parler de lui-même et de sa vision politique pour le changement au Congo dans des interviews ou lors de discours. Voici, en condensé, ce qu'il en a dit).

**Félix Tshisekedi : « une force tranquille, une force quand même »**

(Interview de Colette Braekman – Le Soir – le 17.09.2019,

**Accompagnant votre père, opposant au président Mobutu, vous avez vécu longtemps en Belgique. Quel fut son rôle dans votre apprentissage politique ?**

Ce n'est pas en Belgique que j'ai connu les débuts de son combat : avec lui nous avons été déportés au village, on appelait cela relégation. C'était en 1983-84, un milieu où il n'y avait ni école ni soin de santé. La naissance du parti UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) je l'ai vécue dans ma chair, dans ma vie même...En même temps que ma famille, ma mère, ma sœur, j'ai été témoin des souffrances du peuple congolais et, âgé de 19 ans à l'époque, j'en ai été victime moi-même. Même si je n'ai jamais revendiqué cela ; je suis l'un des pionniers de ce combat.....

A cette époque nos parents ont décidé d'évacuer les enfants vers la Belgique, contraints et forcés afin que notre père puisse continuer sa lutte...Nous n'étions pas préparés à l'exil, nous n'avions même pas un pied à terre, nous vivions comme tous les réfugiés...

**Que signifie pour vous le slogan de votre père « le peuple d'abord » ?**

Pour moi, cela signifie d'abord prendre en considération la volonté de ce peuple, en comprenant ses souffrances et en essayant de les résoudre. Il n'est pas normal que le Congo, avec ses immenses potentialités, soit l'un des peuples les plus pauvres du monde ! Lorsqu'on a mené un combat

comme celui d'Etienne Tshisekedi qui a résisté grâce au soutien de la population on ne peut que penser que les désirs de ce peuple passent avant les nôtres.

### **Vous avez voyagé à l'intérieur du pays. Qu'est-ce qui vous a le plus frappé ?**

Avant tout, c'est la misère. L'écart complet entre les Congolais de la province et ceux de Kinshasa.. Or la plus grande partie des richesses, de la force du Congo vient de l'intérieur ou les populations sont restées dans un autre siècle alors que le Congo avançait. Ce qui m'a le plus bouleversé, c'est l'insécurité à l'Est et je me suis juré de tout faire pour ramener la stabilité, la sécurité et la paix. C'est invivable : les gens sont pris en otages, ils ne peuvent se rendre aux champs alors qu'ils vivent des produits de ces champs. On ne peut accepter que des pans entiers de la population vive dans de telles conditions. Je dois tout faire pour changer cela. J'ai aussi vu la souffrance des femmes, elle est inadmissible...

### **Est-ce en tenant compte de tout cela que vous avez lancé un train de mesures sociales ?**

En fait, mon programme, ma vision, c'est de mettre l'Homme congolais au centre de mes préoccupations. C'est de son épanouissement, de son mieux être que viendra le développement de la RDC. Le bien être commence par la liberté ;les individus doivent être libres, de s'exprimer, d'entreprendre. Il faut leur garantir un accès à l'éducation.

Le droit à l'éducation est inscrit dans la Constitution et j'ai voulu marquer le coup : décréter la gratuité de l'enseignement fondamental, ce qui représente un budget de 37 millions de dollars par mois. Il est possible de dégager ces fonds, et des partenaires internationaux comme la BAD (Banque africaine de développement) ont déjà accepté de nous suivre, je les en remercie...Notre ambition est d'étendre cet effort à l'enseignement secondaire, puis supérieur...Nous travaillons aussi sur l'accès aux soins de santé, afin que les Congolais, épanouis, puissent affronter les défis du développement...Mais nous devons rester modestes, les pieds sur terre et ne pouvons attaquer sur tous les fronts à la fois. D'ici 2023 le social sera prioritaire...Les mesures concernant l'enseignement ont déjà suscité des manifestations de joie, de soulagement et nous allons continuer. Il fallait relever ce défi et pour le moment ça tient, il fallait oser...

### **Avec un budget de 5 milliards de dollars, allez vous trouver les moyens de cette politique ?**

En numérisant l'économie, nous pensons pouvoir rationaliser les dépenses et ramener plus de recettes dans le trésor public. Actuellement 80% de nos recettes échappent au Trésor ! Donc en luttant davantage contre la corruption nous allons combattre ce coulage et réussir à mieux redistribuer la richesse sur l'ensemble du territoire...

### **Pouvez-vous parler de l'affaire dite des 15 millions de dollars disparus, ce qui a été détecté par l'Inspection générale des finances ?**

Cette « histoire » est symptomatique du changement intervenu : elle a été détectée par l'ANR, l'Agence nationale de renseignement. J'ai réussi à humaniser l'ANR, transformée en un service qui doit humaniser la société. J'ai tenu à recevoir moi-même l'inspecteur général des Finances M. Batubenga car mon souci était de l'entendre à propos des menaces qu'il aurait rencontré. Il m'a dit qu'il n'en avait pas connu et qu'il avait transmis le dossier au Procureur, sans citer de nom. Je l'ai assuré de tout mon soutien et de ma confiance. Le dossier est désormais entre les mains de la Justice et n'a plus rien à voir avec moi. Je ne peux donc plus me prononcer sur ce sujet...

Je me bats pour un Etat de droit, pour l'indépendance de la justice et donc je ne mettrai pas mon nez dans ces histoires. Je ne veux pas être un dictateur et je laisse les institutions judiciaires faire leur travail en toute indépendance...

Garant des institutions je me suis assuré du fait que l'inspecteur pouvait faire son travail dans de bonnes conditions. De la même façon, le dossier du Docteur Ilunga (l'ex ministre de la Santé) se trouve entre les mains de la Justice... Je n'ai rien à voir là dedans. L'Etat de droit est en train de se mettre en place et je ne veux pas me mêler de ce qui n'est pas de mon ressort...

### **Quel est le climat des relations avec votre prédécesseur, l'ex-président Kabila ?**

Elles sont plutôt bonnes. Respect, considération mutuelle... Il n'y a pas de plainte à avoir à ce sujet... Mais nous sortons d'un système qui est resté longtemps au pouvoir et certains collaborateurs ont encore quelques réflexes du passé, ont tendance à croire qu'ils sont encore au pouvoir, il y a eu des actes maladroits mais, essayant de m'élever au dessus de tout cela je crois qu'il faut privilégier la paix, la stabilité... Eviter toute crise intempestive qui aurait un impact sur l'économie et l'évolution du pays. Nous avons le devoir de tenir compte de l'intérêt supérieur de la nation et de privilégier la bonne marche de l'Etat en oubliant nos petits soucis personnels... Je reste optimiste sur la suite...

### **Une telle transition pacifique, c'est du jamais vu dans l'histoire du Congo...**

Une grande première, c'est exact... Nous n'avons aucune expérience passée sur laquelle nous appuyer. C'est un défi énorme nous tentons de faire du neuf avec du vieux, nous sommes en train d'écrire l'histoire de notre pays et les générations futures nous jugeront... Il nous faudra beaucoup de patience, de diplomatie, mais moi j'y crois...

### **On vous présente comme une force tranquille...**

Je dirais plutôt une force patiente, et humble, qui sait écouter.

Mais une force quand même. Ferme sur les principes. J'ai été à l'école d'Etienne Tshisekedi et le respect des principes, je connais...

Mon père m'a aussi, à ses côtés, obligé, au sein du parti, à être plus diplomate... La population, à ce stade, nous soutient : partout où nous allons elle manifeste sa sympathie. J'y tiens, les gens sont libres de s'exprimer et si cela ne va pas, ils le diront.

### **La diaspora congolaise semble amorcer son retour**

Je les encourage à rentrer au pays quand ils seront prêts, mais ici, il n'y a plus d'inquiétude à avoir au niveau des droits et des libertés. Les inquiétudes peuvent exister au niveau professionnel, et organiser le retour peut prendre du temps. Le Congo est le pays de tous les Congolais, je leur garantis la sécurité et je travaille sur les forces de l'ordre pour les conscientiser afin qu'ils aient un comportement différent. Aujourd'hui les représentants de l'autorité qui s'adonnent à des comportements dégradants sont passibles de poursuites, et je sens qu'il y a un changement... SI j'ai dit qu'il ne fallait pas considérer les investisseurs comme du gibier, c'est parce que, d'ordinaire, dès que ces derniers rencontrent une autorité cette dernière veut leur soutirer quelque chose. Avant même le premier investissement on demande pas de porte et dessous de table ! Dès que commencent les activités, on essaie de percevoir des taxes... Pour arriver à la croissance et au plein emploi, il faut cesser de telles pratiques... Je n'ai pas les yeux partout, mais je fais de mon mieux pour sensibiliser... J'ai aussi créé une agence pour le changement de mentalité, afin qu'elle fasse ce travail de sensibilisation de la population et surtout des fonctionnaires de l'Etat...

### **Après avoir visité les pays voisins du Congo, qu'attendez-vous de votre voyage en Belgique ?**

J'ai toujours dit à mes amis belges que le pays qui pouvait aider le Congo à se relever, c'est la Belgique. Nous aider à renforcer notre administration, remonter le niveau de notre éducation, déployer une politique de santé qui puisse prendre en charge notre population. Avec nos « nokos » (oncles) belges nous pouvons faire beaucoup et mettre en place une coopération modernisée, adaptée aux circonstances actuelles, qui doit continuer...

Cependant, compte tenu d'un passé récent, la Belgique demeure assez frileuse par rapport à nos relations et j'aimerais amener les Belges à avoir confiance à nouveau ; les gens hésitent encore mais nous allons essayer de donner le plus de garanties possibles afin de les rassurer. J'ai déjà eu contact avec certaines PME et j'espère que mon passage en Belgique va booster ces relations. Il y a entre nos deux pays un énorme capital de confiance, de sympathie, mais ma crainte, c'est qu'il disparaisse : les problèmes communautaires ont cessé de faire voir la Belgique comme un pays uni et je crains que l'idée que nous avons de l'ancienne métropole s'estompe, au profit d'autres pays



qui offrent aussi des possibilités, comme la Chine, l'Afrique du Sud, le Maroc, qui offrent bourses et possibilités aux Congolais. Auprès des jeunes, la Belgique perd du terrain et c'est bien dommage, pour les deux parties...

J'ai déjà plaidé en faveur du renforcement de la coopération militaire, j'en avais déjà parlé au Ministre Reynders lorsque je l'avais rencontré à Washington en avril.

Nous aurions besoin de l'expertise belge pour réhabiliter le camp de Kota Koli dans l'Equateur, qui forme des para commandos et à Kindu, la coopération va reprendre...

### **Plusieurs personnalités de l'ancien régime sont encore sous le coup de sanctions internationales. Allez-vous intervenir en leur faveur ?**

Ces personnalités font aujourd'hui partie de la coalition que nous avons formé. Si nous voulons que les choses se passent bien, nous ne pouvons que plaider en faveur d'une sorte d'assouplissement. Sauf évidemment si les raisons des sanctions sont autres que la crise politique que nous avons traversé, des violations des droits de l'homme par exemple. Ces sanctions étaient liées à la situation politique et celle-ci a évolué...

### **Quelle est votre vision, votre rêve à propos du Congo ?**

Je rêve d'un Congo libre et pacifié, prospère évidemment, où les enfants du Congo vont à l'école dans de bonnes conditions, comme tous les enfants du monde où les parents ont un travail décent et un salaire qui leur permet de nouer les deux bouts. Je sais que les Congolais sont ingénieux, et qu'ils vont eux-mêmes améliorer leur environnement... Ils doivent compter plus sur le sol et ses ressources que sur notre sous sol, ce dernier est aussi est la cause de beaucoup de nos malheurs, car il a attiré beaucoup de convoitises y compris les plus cyniques. Si nous diversifions notre économie grâce à l'agriculture nous allons créer de l'emploi, atteindre l'autosuffisance alimentaire et même pouvoir exporter... Côté emploi, les mines n'offrent pas beaucoup de possibilités... Nous devons aller vers la diversification de notre économie et sur le plan agricole, nous envisageons de créer des zones agro industrielles, de regrouper les paysans en coopératives, de leur donner les moyens nécessaires et d'améliorer les routes de desserte agricole, de créer de micro barrages afin de permettre l'industrialisation de notre agriculture.

### **Allez-vous réclamer le retour des œuvres congolaises qui se trouvent en Belgique ?**

Certainement pas dans l'immédiat : notre nouveau musée n'est pas assez grand pour accueillir toutes les œuvres qui sont déjà chez nous ! L'ancien musée construit du temps du président Mobutu contient encore 30.000 pièces qui devraient être exposées... Ce n'est donc pas le moment de faire revenir des pièces qui se trouvent en Belgique, mais nous pourrions peut être envisager des expositions, des échanges... Pour le moment, n'étant pas capable de gérer cette situation, je ne ferais pas une telle demande... Les revendications sont fondées, mais pas réalistes : notre patrimoine pourrait revenir certes, mais dans l'immédiat, nous n'avons pas la capacité de l'accueillir, nous avons d'autres urgences...

## **LES PREMIERS PROPOS DE FELIX TSHISEKEDI APRES SON ARRIVÉE EN BELGIQUE**

RTL – le 17 septembre 2019

Le nouveau président congolais Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est arrivé lundi soir à Bruxelles pour une visite officielle et de travail de cinq jours aux multiples facettes, sur fond de normalisation des relations, souvent en dents de scie, entre la République démocratique du Congo (RDC) et la Belgique, l'ancienne puissance coloniale. Notre reporter Jean-Pierre Martin l'a interviewé lors de son arrivée à l'hôtel.

L'avion transportant M. Tshisekedi, la « première dame » Denise Nyakeru et leur suite s'est posé vers 19h00 à l'aéroport militaire de Melsbroek, où M. Tshisekedi a été accueilli par le vice-Premier ministre démissionnaire et ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders, alors que des membres de la diaspora ont bruyamment salué cette arrivée, notamment avec des youyous

féminins. Des sympathisants du président issus de la diaspora, dont des responsables de son parti l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS), avaient pris possession de la cafétaria de l'aéroport et de la terrasse qui surplombe le tarmac. A l'extérieur, quelques dizaines d'autres sympathisants se sont vus refuser l'accès au site, bloqués le long de la chaussée de Haecht.

#### « Une joie immense d'être ici »

Notre journaliste Jean-Pierre Martin a ensuite eu l'occasion de l'interviewer lors de son arrivée à l'hôtel. « C'est une joie immense d'être ici en Belgique. Mon objectif est de rapprocher nos deux pays. Le Congo a besoin de compter sur ses amis », a-t-il déclaré. « Mon premier défi sera de pacifier mon pays parce qu'il y a encore des violences, ce qui est inacceptable. »

« Les Belges doivent retrouver l'amour et l'amitié du Congo? », a demandé notre journaliste au président congolais. « C'est ça que je veux. On sent que nos jeunes ont perdu ce réflexe qu'avaient nos anciens. Je suis ce trait d'union, car je suis à la fois des deux pays. Je crois que je pourrai impulser cela. »

#### Première visite officielle en Europe

Il s'agit de la première visite officielle en Belgique – et même en Europe – du président congolais depuis son entrée en fonction le 24 janvier. Il a toutefois beaucoup voyagé entre-temps, notamment pour se concilier les bonnes grâces des pays africains et pour promouvoir les investissements en RDC dans l'espoir d'une pacification du pays, encore en proie à des troubles. M. Tshisekedi, un ancien opposant et fils d'opposant – son père, Etienne, est décédé à Bruxelles le 1er février 2017 à l'âge de 84 ans et lui-même a longtemps vécu en Belgique – a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle contestée du 30 décembre 2018. Il a succédé le 24 janvier dernier au président Joseph Kabila Kabange, qui était au pouvoir depuis dix-huit ans mais qui a conservé un large contrôle sur la politique congolaise à l'issue d'autres scrutins (législatif, provinciaux et sénatoriaux).

La Belgique a fait le choix, au nom de la *realpolitik* – alias « neutralité bienveillante » – et comme la plupart des acteurs internationaux, de « tourner la page des élections » en RDC et de « regarder comment soutenir le changement », après la première alternance du pouvoir pacifique intervenue dans l'ex-Congo belge depuis l'indépendance, le 30 juin 1960. La partie officielle de la visite se déroulera mardi, avec d'abord une rencontre au Palais d'Egmont avec les principaux membres du gouvernement fédéral, dont MM. Michel et Reynders, ainsi que le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo. Cette « réunion gouvernementale » se conclura par la signature de quatre Memorandum d'entente (MoU) et lettres d'intention. Ces documents portent notamment sur la réouverture des consulats belge à Lubumbashi (sud-est de la RDC) et congolais à Anvers, fermés par Kinshasa au plus fort d'une crise diplomatique causée par les critiques belges sur le report, à plusieurs reprises, des élections qui se sont finalement tenues fin de l'an dernier.

D'autres concernent la définition d'un programme « transitoire » de coopération au développement – après la suspension des activités de l'agence belge Enabel en RDC -, l'établissement d'un « dialogue politique à haut niveau » entre Bruxelles et Kinshasa et une possible reprise de la coopération militaire entre les deux pays, interrompue abruptement par le régime Kabila en avril 2017.

Le roi Philippe recevra ensuite M. Tshisekedi en audience au Palais royal, avant une photo officielle avec les épouses, la reine Mathilde et la « première dame » Denise Nyakeru. Dans l'après-midi, le président congolais est attendu au siège bruxellois de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) – avec en filigrane la signature d'accords avec le secteur privé – avant un dîner offert par la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture Belgique-Luxembourg-Afrique-Caraïbes-Pacifique (CBL-ACP) en soirée au Cercle gaulois, face au parlement. La journée de mercredi, dans le cadre d'une visite devenue « de travail », mènera M. Tshisekedi à Anvers. La soirée sera consacrée à une rencontre avec la diaspora congolaise vivant en Belgique et en Europe, dans le palais 12 du Heysel à Brussels Expo.

### La dernière visite d'un président congolais en Belgique remonte à 2007

Jeudi, M. Tshisekedi se rendra à Gembloux pour visiter le centre de recherche TERRA de la Faculté de Gembloux Agro-Bio Tech dépendant de l'Université de Liège et dédié à l'agriculture de demain. M. Tshisekedi dit, dans une interview publiée par le journal 'Le Soir', attendre de cette visite une reprise de la coopération militaire belgo-congolaise et la promesse d'aides pour « renforcer » les systèmes de santé et d'éducation en RDC. La dernière visite d'un président congolais en Belgique remonte à septembre 2007 quand M. Kabila avait effectué un bref séjour à Bruxelles avant de se rendre à New York pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU.

### **Félix Tshisekedi : "La Belgique est mon autre Congo. Je me sentirai toujours ici chez moi"**

RTBF – le 18.09.2019,

En clôture de la première journée de sa visite en Belgique, le président congolais Félix Tshisekedi a lancé un appel aux investisseurs belges à laisser tomber leur frilosité à l'égard de son pays. La République démocratique du Congo a changé, dit en substance son nouveau président. L'alternance pacifique entre son prédécesseur Joseph Kabila et lui constitue une étape "historique", estime-t-il. Au siège de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), Félix Tshisekedi a souligné ses liens personnels avec l'ancienne métropole. " La Belgique est mon autre Congo ", a-t-il dit. " J'y ai passé plus de la moitié de ma vie. Je connais la Belgique dans toutes ses facettes. Toujours, je me sentirai chez moi dans ce pays. " Pour lui, la Belgique a un rôle particulier à jouer : " Je viens ici en premier, avant tout autre pays d'Europe, en raison de nos liens historiques. La Belgique est une porte d'entrée pour la coopération que je voudrais avec l'Union européenne. "

### Le Congo d'aujourd'hui est un Congo nouveau

Le chef de l'Etat congolais s'est appliqué à démontrer que son pays avait changé. " Le Congo d'aujourd'hui est un Congo nouveau. C'est un Congo performant, émergent. Et ce Congo attend de la Belgique un accompagnement, maintenant ce serait bien. Ne craignez rien. L'image que vous aviez du Congo peut expliquer la frilosité que l'on peut constater, mais dites-vous bien qu'en restant à nous regarder faire, vous ratez aussi des opportunités. "

Félix Tshisekedi a néanmoins reconnu les maux qui gangrènent le pays. " Un phénomène qui a souvent fait peur aux investisseurs, ce sont les antivaleurs que nous traînons depuis des décennies, telles que la corruption, la mauvaise gouvernance, l'impunité, l'insécurité judiciaire et financière. Elles rendent tout investisseur frileux. Je veux vous rassurer. Nous avons montré la voie sur ce que nous ne tolérerons pas. " Le président explique que déjà des dirigeants sont jugés pour mauvaise gouvernance. Il annonce la création d'une agence de lutte contre la corruption puisque, pour le moment, 80% des recettes dues échappent au trésor congolais.

### L'énergie et le numérique

Félix Tshisekedi a présenté son projet de diversification de l'économie de son pays, qui avait tout misé sur le secteur minier, dit-il. " On en souffre ", et en particulier les jeunes qui vont creuser au lieu d'aller à l'école. Le nouveau chef de l'État veut mettre l'accent sur l'éducation et la santé. La diversification passera par le développement des énergies vertes. Le projet de nouveau barrage à Inga devrait faire passer sa puissance de 2000 à 11.000 MW, grâce à des investissements chinois et espagnols. Le président veut aussi développer le secteur numérique en RDC.

Le président de la FEB, Bernard Gilliot, s'est réjoui pour sa part du réchauffement des liens entre les deux pays. La FEB se dit attentive aux priorités du nouveau gouvernement congolais. Les entreprises belges attendent des mesures en faveur d'un climat d'affaires propice à l'augmentation et à la diversification des flux commerciaux et d'investissements. Dans cet esprit, les entreprises de Belgique applaudissent un récent accord bilatéral entre la RDC et l'Union économique belgo-luxembourgeoise qui vise à encourager et protéger les investissements, ce qui est nature à contribuer à la sécurité juridique chère aux investisseurs.

## Belgique

### **Reynders et De Croo confirment la redynamisation des relations diplomatiques avec la RDC**

COMMUNIQUE DE PRESSE du 17 septembre 2019

Avant d'accueillir le Président congolais Tshisekedi à l'occasion de sa première visite officielle en Belgique, le Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères Didier Reynders s'est entretenu avec son homologue congolaise, Marie Tumba Nzeza, à Melsbroek.

Aujourd'hui, les deux ministres ont signé un Mémorandum d'entente (MoU) sur la tenue régulière de consultations politiques bilatérales, à l'issue d'une réunion intergouvernementale au Palais d'Egmont. Outre la remise en place d'Ambassadeurs dans les deux pays, le document porte notamment sur la réouverture des Consulats généraux à Anvers et Lubumbashi, et prévoit un appui à l'Ecole nationale de l'administration (ENA) à Kinshasa ainsi que la formation de diplomates congolais.

Le Vice-Premier ministre, Ministre des Finances et de la Coopération au développement Alexander De Croo a, pour sa part, signé un MoU concernant la poursuite de la coopération gouvernementale et la consolidation des programmes en cours d'exécution, accompagnés d'un programme de transition. La conclusion d'un nouveau programme de coopération sera la responsabilité du prochain gouvernement fédéral.

Par ailleurs, un Mémorandum en matière de Finances a également été conclu, permettant la relance d'une coopération dans ce domaine. Une reprise de la coopération au niveau des Banques centrales a également été examinée.

La signature des MoU témoigne de la volonté des deux pays de renforcer leurs relations sur le plan diplomatique et confirme la redynamisation de la relation de grande proximité qui existe entre la RDC et la Belgique, dans le cadre d'un partenariat réciproque, renouant avec la croissance et le développement durable.

La Belgique, avec ses partenaires internationaux, s'engage à soutenir les efforts et réformes annoncés par les autorités congolaises, en tenant compte des progrès concrets en faveur de la population.

**Sangoyacongo.com** croit savoir «*Ce que pensent vraiment les hommes d'affaires belges de la Présidence Tshisekedi* »

« *A l'occasion de la visite officielle du président de la RDC, Antoine Félix Tshisekedi en Belgique, la libre Afrique.be a sondé les hommes d'affaires belges pour savoir s'ils sont prêt à investir au Congo.*

*Sont-ils, comme le gouvernement belge, content mais prudent, après neuf mois de Présidence Tshisekedi? Ont-ils une autre attitude ? Autant des questions qui ont permis aux hommes d'affaires belges, chacun dans son domaine d'activité, de s'exprimer en toute liberté à libre Afrique.be en ce qui concerne l'investissement en RDC.*

– *Un opérateur économique du secteur maritime: « Il y a certaines opportunités puisqu'il y a une nouvelle équipe. Celle-ci doit être découverte, mais le changement apporte toujours du positif. C'est donc le moment de s'intéresser au Congo, mais pas à l'aveuglette évidemment. Toute l'économie du Congo dépend du maritime, mais c'est compliqué: les marchandises entrent soit par Mombasa (Kenya); Matadi, ce n'est pas un port, c'est un... Je ne peux pas dire ça. Mais comprenez que c'est particulièrement difficile d'y travailler. Il y a aussi le chemin de fer de Benguela, parfait jusqu'à la frontière entre l'Angola et la RDC. Mais les 40 km au Congo bloquent tout ».*

– *Un avocat: « Je note de l'intérêt et de la prudence. Les hommes d'affaires se précipitent dans notre cabinet de Kinshasa, pour voir. Le récent achat de la banque BCDC (NDLR: où le groupe Forrest est majoritaire) par la banque kényane Equity a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Bon,*

*Equity est une grosse banque, BCDC une petite, mais quand même... Il y a en tout cas une grosse attente pour que le niveau de corruption diminue au Congo».*

*– Un économiste: « Quand il y a un changement, il y a toujours des gens qui veulent profiter du brouillard pour faire un gros coup. Il serait intéressant que la Belgique propose d'avoir un outil efficace de promotion des investissements ».*

*– Un opérateur travaillant dans le transport maritime: « Je suis très optimiste, après une année de tension. Nous allons investir plusieurs dizaines de millions, parce que les besoins vont accroître. On le voit d'ailleurs déjà depuis quelques mois: à Banana, Matadi, Kinshasa et Kisangani, le marché est en croissance – et on va vers plus de demande en raison de la croissance démographique. A Matadi, le trafic s'est accru cette année de 17% par rapport à la même période en 2018. C'est très encourageant ».*

*– Un opérateur économique œuvrant dans le matériel de laboratoire: « On ne sait jamais ce que ça va donner. Mais le monde des affaires est plus pragmatique que le monde institutionnel. On a des espoirs, mais il faut d'abord voir ce qui se passe. Sur le terrain, il y a un très grand écart entre le monde de l'Etat congolais et le monde de la population. Beaucoup de Congolais ne sont pas convaincus que les choses vont changer, surtout à l'est. Nous non plus, mais on a quand même de l'espoir. On travaille avec l'équipe au pouvoir au Congo, même si elle n'a pas gagné les élections, parce qu'il y a quand même une ouverture vers la Belgique et que la Belgique reçoit M. Tshisekedi et essaie, elle aussi, de renouer les liens. Mais il y a aussi une note de désespoir parce qu'il y a déjà des « affaires » de corruption. Cela dit, les hommes d'affaires n'ont pas besoin de grands changements, mais de stabilité: ils veulent être sûr que leurs investissements ne seront pas détruits dans six mois ».*

*– Un opérateur du secteur agro-alimentaire: « Si les liaisons s'améliorent entre les deux pays, que le nombre de vols réguliers augmente et qu'obtenir le visa congolais ne prend plus 3 ou 4 semaines comme aujourd'hui, je serai content. Pour Tshisekedi, tout le monde sait comment il est arrivé au pouvoir. On est dans l'expectative. En tout cas, c'est mieux que Kabila. Mais je crois que c'est le prochain Président qui fera le vrai changement. Tshisekedi doit garder le calme et l'équilibre dans le pays jusque-là. J'espère qu'il est là comme transition entre une longue ère dictatoriale et non pas la démocratie à proprement parler, mais l'ouverture au commerce mondial et le développement d'une classe moyenne au Congo ».*

*– Un homme d'affaires travaillant dans la numérisation: « Moi je ne suis pas prudent. Je travaille au Congo depuis plusieurs années et je crois qu'il faut voir ce qui se passe non comme une révolution, mais comme une évolution; il n'y a donc pas de raison d'être prudent. Il faut encourager cette évolution et l'ouverture. Faire des affaires au Congo a toujours été un problème, mais ça évolue en mieux. Cette évolution avait déjà commencé durant les derniers mois du régime Kabila – depuis septembre 2018, je dirais – en raison des pressions sur le régime. Aujourd'hui, cette évolution prend de l'ampleur, mais les problèmes pratiques demeurent: des contrats qui se perdent, la paperasse qui n'est pas le point fort des Congolais (si ça se trouve, les 15 millions de dollars disparus n'ont pas été détournés, mais perdus quelque part!)... Mais il me semble que la bonne volonté existe, même si, pour chaque dossier, ils essaient de prendre une commission: il y a quand même eu quelques personnes interpellées par la justice; c'est nouveau ».*

*– Un opérateur import-export: « Nous sommes contents parce qu'un compromis comme celui-ci était peu probable il y a 9 mois. On sait tous ce qui s'est passé aux élections, mais compte tenu des risques énormes de conflit ouvert si le vainqueur de l'élection avait été proclamé, on apprécie la sauvegarde de la paix. Pour un opérateur économique, la stabilité prévaut sur la démocratie. Les relations bilatérales doivent permettre au pays de reprendre le standing perdu. Il faut reprendre un*



*système d'assurance-crédit à l'exportation. Tshisekedi tend la main; la Belgique et l'Union européenne vont-elles prendre cette main? Ce n'est pas sûr. Donc je suis aussi un peu prudent, même si, ces trois derniers mois, mon impression a été plutôt bonne ».*

*– Un opérateur dans le transport: « Il y a un coup à tenter parce qu'il y a une nouvelle équipe. Je ne sais pas ce que seront les relations entre le Président et le gouvernement congolais. On va l'observer. Le Premier ministre Ilunga sera jaloux de ses pouvoirs et il n'a rien à perdre. Donc je suis optimiste. Mais on peut toujours se prendre une claque ».*

*– Un opérateur du secteur médical: « Tshisekedi est porteur d'espoir. C'est difficile, mais il a la volonté d'y parvenir. C'est donc maintenant que nous devons l'encourager. S'agissant de bonne gouvernance, on est peut-être mal placés, en Belgique, pour leur faire la leçon; c'est facile de voir la paille dans leur œil quand nous avons une poutre dans le nôtre. Nous ne devons plus être paternalistes, mais traiter les Congolais en égaux ».*

### **Félix Tshisekedi fait un tour d'horizon du Port d'Anvers**

Belga – le 18 septembre 2019

La délégation congolaise avec à sa tête le président Félix Tshisekedi a visité mercredi le Port d'Anvers, en compagnie du bourgmestre Bart De Wever et de l'échevine du Port Annick De Ridder. Un protocole de collaboration a été signé dans le but de renforcer les liens entre le port anversois et son équivalent de Matadi, le principal port de la République démocratique du Congo (RDC), dans l'ouest du pays. Concrètement, ce texte engage le Port d'Anvers à étudier la façon de mettre sur pied une autorité portuaire en RDC. Cet organe devrait assurer la gestion des relations publiques et privées des ports, améliorer le rayonnement de ceux-ci et attirer des investisseurs. Les autorités du Port d'Anvers enverront bientôt une délégation en RDC afin de réaliser un audit et de déterminer ce qu'il reste à faire pour la rédaction d'un projet de loi.

« Cet accord démontre l'excellente relation construite depuis des années entre le Port d'Anvers et la RDC », a indiqué le CEO du Port d'Anvers, Jacques Vandermeiren. « Cela constitue une reconnaissance de notre réputation internationale et confirme notre position de leader de marché sur le continent africain », a-t-il ajouté.

## **RISQUES**

Il est permis de se dire que l'atmosphère de « cohabitation harmonieuse » entre Félix et JKK que les journalistes se plaisent à décrire pourrait bien ne pas durer toujours. Et au cas où l'on en arriverait à un affrontement, Kabila disposerait toujours, en plus des avantages « légaux » que lui confère sa majorité parlementaire, de deux atouts qu'il cache dans sa manche : la servilité à son égard de la magistrature et son influence sur les forces de répression, qu'il s'agisse de la police ou de l'armée.

Il faut remarquer qu'en ces matières, les deux antagonistes ont des attitudes diamétralement opposées. Félix est favorable à la prolongation du mandat de la Monusco et à la coopération militaire avec la Belgique. JKK veut le départ de la Monusco et s'oppose à la coopération militaire belge.

D'autre part, il est visible que l'on essaie de monter en épingle des affaires judiciaires où le « nouveau régime n'apparaît pas à son avantage.

### **Pas de signature d'accord de coopération militaire avec la Belgique**

Fin du voyage du président congolais en Belgique. Quatre jours bien remplis. Des rencontres en pagailles, des promesses de lendemain qui chantent de part et d'autre mais aucune avancée sur la relance de la coopération militaire.

Les textes étaient prêts, ils n'attendaient que la signature des ministres en charge de ces portefeuilles, Aimé Ngoy Mukena, ancien gouverneur du Katanga au début des années 2000, et Didier Reynders, qui cumule ce portefeuille avec celui de ministre des Affaires étrangères depuis le mois de décembre dernier et le départ de la NV-A du gouvernement belge.

« *Tout était prêt* », confie-t-on côté militaire belge. « *Mais le ministre congolais de la Défense dont on pensait qu'il était dans l'avion du président et qui était annoncé dans la délégation présidentielle, n'est jamais arrivé* », poursuit-on à même source où l'on se veut rassurant. « *Ce sera juste un petit retard de quelques semaines ou quelques mois, le temps que les ministres se retrouvent pour signer le texte* ».

Premier souci, le ministre Reynders est en partance pour l'Union européenne s'il réussit, dans les prochains jours, son examen oral devant le Parlement européen, et le gouvernement belge est largement démissionnaire.

### « **Kabila n'en veut pas** »

Autre souci, bien plus embêtant, le ministre congolais ne serait pas demandeur de cet accord. A Kinshasa, dans les rangs du PPRD, on ne s'en cache pas, certains prennent même un malin plaisir à expliquer que la non signature relève essentiellement « de la volonté du rais », alias l'ancien président Joseph Kabila, qui avait fait enterrer le précédent accord de coopération militaire entre les deux pays et qui ne souhaite pas voir revenir des militaires belges en RDC.

« *Le ministre n'était pas dans l'avion parce que Kabila ne le voulait pas* », explique un ancien ministre des gouvernements Matata, notamment. « *Notre autorité morale n'est pas favorable à ce texte et il ne voulait pas que le ministre de la Défense soit mis sous pression par le président à Bruxelles.* » Et de laisser entendre qu' il coulera encore beaucoup d'eau dans le fleuve Congo avant que la reprise de la coopération militaire soit ratifiée tant que le portefeuille restera entre les mains de ministres du FCC, la plate-forme kabiliste largement majoritaire au Sénat et à l'assemblée nationale.

### **Les 15 millions de dollars et Vital Kamerhe**

Le directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe, a affirmé, lundi, dans une interview à un média périphérique, que les 15 millions de dollars n'ont pas disparu, contrairement aux allégations distillées sur les réseaux sociaux.

« *Cet argent n'a pas disparu et le ministre de l'Économie qui a autorité sur le comité de suivi des prix pétroliers pourra vous l'expliquer* », a déclaré Vital Kamerhe, dans sa réponse à une question sur le dossier relatif au présumé détournement de cet argent à la présidence de la République.

A propos de la demande formulée par l'Agence nationale de renseignements (ANR) à l'Inspection générale des finances (IGF) d'auditer les dépenses des ministres depuis l'arrivée au pouvoir du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Vital Kamerhe a reconnu avoir demandé la suspension de cet audit.

« *J'ai demandé la suspension de l'audit et écrit en ce sens au ministère des Finances, parce que si l'ANR avait besoin d'éclaircissements, elle aurait dû les demander au ministère des Finances ou du Budget. L'IGF dépend de la Présidence et l'ANR n'avait rien à lui demander à notre insu. C'est de la rébellion administrative ! Tout cela se résume à un petit complot inutile et mal monté* », a-t-il souligné. La mission de l'IGF, a-t-il affirmé, était irrégulière parce que la Présidence n'en avait pas été informée. Il a, enfin déploré que l'IGF et l'ANR s'intéressent à des projets entrepris par la Présidence de Tshisekedi alors que dans le passé des projets mirobolants n'ont jamais suscité leur intérêt.

L'Agence nationale de renseignements (ANR), rappelle-t-on, avait saisi, au mois d'août dernier, l'IGF pour lui demander d'enquêter sur un prétendu détournement de 15 millions de dollars américains alloués aux travaux lancés dans le cadre des cent jours de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

### **Incarcération d'un élu pro-Fayulu pour diffamation**

Un élu local de Kinshasa, soutenu par l'opposant et ex-candidat à la présidentielle Martin Fayulu, a été incarcéré lundi pour diffamation présumée, a-t-on appris auprès de son avocat qui dénonce une procédure « politique ». Député provincial de la région de Kinshasa, Mike Mukebayi a été transféré à la prison centrale de Makala après une audition au parquet, a indiqué son avocat Papy Mbaki, joint par l'AFP. « Il se trouve sous mandat d'arrêt provisoire ».

L'élu local est poursuivi « *sur base d'une plainte pour imputation dommageable* », diffamation en droit congolais, a-t-il ajouté. Le plaignant serait « *un candidat malheureux à la députation nationale* ». « *Ca sent l'odeur de la politique* », a accusé l'avocat, dénonçant l'absence de preuves et des vices de procédure.

« Aujourd'hui comme hier, la justice est toujours instrumentalisée. Qu'on arrête de harceler l'honorable Mike Mukebayi », avait déclaré jeudi sur Twitter Martin Fayulu.

Fayulu revendique la victoire à la présidentielle du 30 décembre. Il qualifie « d'escroquerie électorale » les résultats officiels, qui ont proclamé la victoire de l'autre opposant Félix Tshisekedi. Fayulu a redoublé ses attaques dimanche, à la veille du premier voyage du nouveau chef de l'Etat congolais en Europe, en Belgique.

Dans un communiqué, il a regretté que le gouvernement belge accueille « *un pseudo-président qui incarne un déni de démocratie* ».

L'immunité parlementaire de M. Mukebayi avait été levée début septembre. Il avait été exclu en juin pour douze mois de l'Assemblée provinciale de Kinshasa.

Il y a cinq ans, à l'époque journaliste, il avait été poursuivi et incarcéré pour « imputations dommageables » à la suite de la publication d'un pamphlet contre l'ex-archevêque de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo.

### **“Docteur Jim” et la Guerre des vaccins**

L'ancien ministre de la Santé de la RD Congo, le docteur Oly Ilunga, a été arrêté le samedi dernier par les autorités congolaises, avant d'être placé en résidence surveillée. Une nouvelle qui a surpris plus d'un Congolais. Que reproche-t-on à l'ancien ministre de la Santé? Le détournement de près de 4,3 millions de dollars destinés à la lutte contre Ebola, ont indiqué ses avocats. Certains observateurs estiment cependant que cette arrestation et cette mise en résidence relèvent davantage de l'acharnement politique qu'autre chose. Qu'en est-il dans les faits? Alors qu'en Belgique, le président congolais Félix Tshisekedi plaide pour l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs, à Kinshasa, la pression s'accroît sur l'ex- Ministre de la santé, le Docteur Oly Ilunga tandis que les services de police prennent de sérieuses libertés avec la véracité des faits.

Samedi dernier en effet, un communiqué de la police annonçait que le médecin avait été arrêté dans le Congo central alors qu'il tentait de fuir le pays en direction de Brazzaville. Durant plusieurs jours, détenu au « casier judiciaire », l'un des bureaux de la police judiciaire où se trouvent des salles pour les personnes gardées à vue. Samedi, à part ses avocats, Ilunga n'a pu recevoir aucune visite et il n'a été libéré que mercredi matin, mais se trouve toujours en résidence surveillée.

Ses avocats ont démenti formellement toute tentative de quitter le pays. En réalité, samedi matin, le Dr Oly Ilunga se trouvait en compagnie d'un ami lorsqu'un appel de son domestique lui apprit que la police était descendue dans l'appartement qu'il louait en face du Fleuve Congo (avec vue sur Brazzaville...) et qu'il était prié de regagner les lieux. Dès son retour, il fut arrêté et accusé de tentative de fuite.

Il ne s'agit là que de l'une des péripéties de ce qui apparaît déjà comme l'« affaire Ilunga », la descente aux enfers d'un homme qui, très proche de la famille de l'actuel président, fut longtemps le médecin personnel d'Etienne Tshisekedi avant d'être soupçonné d'avoir détourné des fonds destinés à la lutte contre l'épidémie Ebola, ce qui a entraîné l'ouverture d'une information judiciaire.

Originaire du Kasai et né à Lubumbashi, Oly Ilunga, un fils de militaires, qui étudia à l'UCL et à Harvard, est bien connu en Belgique où il fut longtemps directeur des Cliniques de l'Europe. Celui que l'on surnommait « Docteur Jim » était unanimement apprécié par ses collègues qui le décrivent

comme un homme intègre, très croyant et qui gérait avec efficacité une grande institution hospitalière. Très bien implanté en Belgique, époux d'une ressortissante belge, « Docteur Jim » avait cependant gardé des liens avec le Congo, et en particulier avec la famille Tshisekedi, dont il était un ami depuis 2014. C'est ainsi qu'à l'hôpital Sainte Elizabeth à Uccle, où il rendait des visites presque quotidiennes au vieil opposant. Le Dr Oly n'était cependant pas le médecin personnel d'Etienne Tshisekedi puisqu'il ne pratiquait plus depuis qu'il avait été nommé à une fonction de direction en 2012. Cependant, c'est un proche de la famille qui a organisé l'évacuation sanitaire d'Etienne Tshisekedi en Belgique, en août 2014 et qui a profité de sa position pour permettre au "Lider Maximo" d'avoir accès aux soins que nécessitait son état de santé déjà très dégradé.

Mais en 2017, Oly Ilunga prit une grande décision : lorsqu'il invita ses collègues pour un drink d'adieu, il leur expliqua qu'il avait accepté le poste de Ministre de la Santé dans le gouvernement Badibanga. Il estimait qu'à 57 ans, il était temps d'être utile à son pays, mais son départ rapide surprit tout le monde.

Aux commandes de l'un des seuls départements épargné par les sanctions internationales et encore soutenu par les coopérations étrangères, « Docteur Jim » se révéla un gestionnaire efficace qui s'efforça de moderniser le ministère de la santé. Mais sur le plan politique, ayant été engagé sous la présidence très contestée de Joseph Kabila qui prolongeait son mandat, il fut considéré comme un « traître » par ses anciens amis de l'UDPS, malgré le fait qu'avant d'accepter le poste de ministre, Ilunga avait eu avec Etienne Tshisekedi un long entretien, et que finalement le vieux leader lui avait donné sa bénédiction. Lorsque se déclara l'épidémie Ebola, Oly Ilunga prit la tête de la riposte, se rendant presque chaque semaine à Beni pour mobiliser les équipes et surveiller les mesures de prévention. L'Ituri se révéla un terrain difficile, miné par les attaques des rebelles ADF, la méfiance d'une population terrorisée, tandis que les agents de terrain travaillant dans des conditions dangereuses redoutaient d'être supplantés par les équipes venues de la capitale avec des moyens importants. Le report des élections pour cause d'Ebola accentua encore le malaise général.

En juillet dernier, après une visite à Beni, en mai, du nouveau président Félix Tshisekedi, qui avait constaté que l'épidémie n'était pas endiguée et avait mesuré les résistances de la population locale, Oly Ilunga décida de jeter l'éponge et il démissionna brusquement de ses fonctions de Ministre de la Santé.

Il avait constaté que depuis février Félix Tshisekedi essayait de réintroduire le Dr Muyembe dans le dispositif de la riposte. Dans une lettre ouverte, sans précautions oratoires, il leva le voile sur les dissensions au sein de la coordination de la riposte, critiqua l'OMS qui, après l'apparition de deux cas à Goma, venait de qualifier l'épidémie d'« urgence sanitaire mondiale » (ce qui marginalisait les autorités congolaises au profit des internationaux).

Et surtout, il révéla ce qui allait s'appeler la « guerre des vaccins », entre le vaccin produit par la société Merckx et déjà testé et un nouveau produit, mis au point par le laboratoire belge Janssens Pharmaceutica et fabriqué par la multinationale américaine Johnson et Johnson. Expliquant que ce deuxième vaccin à large spectre n'avait pas encore été testé sur des cohortes humaines, citant les critiques de scientifiques américains, Oly Ilunga s'opposait à son utilisation au Congo et dénonçait « confusion » et « cacophonie » dans la ligne de commandement de la riposte à l'épidémie. La décision de démissionner fut arrêtée après qu'Ilunga, qui se trouvait alors à Goma, ait appris par voix de presse que le président avait décidé de ramener la gestion de l'épidémie sous sa supervision, s'appuyant sur des décrets antidatés du Premier ministre sortant.

C'est alors que le président Tshisekedi décida de placer à la tête de la coordination de la riposte un vétéran de la lutte contre Ebola, le Docteur Jean-Jacques Muyembe, qui avait découvert le virus en 1997 avec le Belge Peter Piot et qui approuvait l'utilisation du deuxième vaccin.

Trois mois plus tard, Ebola continue à tuer tandis que les ennuis du Docteur Ilunga se sont aggravés : il est aujourd'hui accusé d'avoir détourné des fonds publics destinés à la lutte contre Ebola, et en particulier 4,3 millions de dollars. Ses avocats assurent que lors de la démission du médecin, tous les documents étaient parfaitement en ordre et que toutes les pièces comptables ont

été fournies dès le mois d'août au ministère des Finances. En outre, 1,9 millions de dollars ont été décaissés pour la lutte contre Ebola alors qu'Ilunga n'était même plus aux affaires !

Dans la foulée des accusations contre l'ancien ministre, toute son équipe a fait l'objet de convocations et d'auditions, et le conseiller financier est toujours placé en détention préventive...

Si, avec beaucoup de cahots et de contradictions, l'affaire suit son cours judiciaire d'autres raisons à la disgrâce d'Ilunga sont avancées en coulisse : la famille Tshisekedi tiendrait la clinique Sainte Elizabeth pour responsable du décès du patriarche (un homme de plus de 80 ans qui était revenu en Belgique en janvier 2018 épuisé par d'interminables négociations politiques) et qui aurait été victime d'une phlébite tandis que l'UDPS considère l'ancien ministre de la santé comme un « traître », puisqu'il avait accepté un poste sous Kabila, dans un gouvernement considéré comme illégitime.

Même si, à la veille de son retour au pays, « Docteur Jim » avait renoncé à sa nationalité belge et qu'il n'est plus, officiellement, qu'un simple citoyen congolais, ses tribulations judiciaires -il est en détention préventive depuis plus de deux semaines, n'a jamais été déféré au Parquet et aucune charge n'a été présentée contre lui- sont suivies de près à Bruxelles car elles représentent aussi un baromètre de cet Etat de droit promis par le nouveau président...

Il convient désormais de parler de « guerre des vaccins » ou de « saga Ébola » depuis la démission surprise de M. Oly Ilunga. En juillet dernier, ce dernier a en effet démissionné de son poste de ministre de la Santé pour protester entre autres contre les « ingérences étrangères » dans la lutte contre l'épidémie d'Ébola qui sévit à l'Est de la RDC. Dans sa lettre de démission, le docteur Ilunga dit s'opposer à l'introduction d'un deuxième vaccin dans la lutte contre cette épidémie « *par des acteurs qui ont fait preuve d'un manque d'éthique manifeste, en cachant volontairement des informations importantes aux autorités sanitaires* ». Dans la même missive, l'ancien ministre évoque de « *fortes pressions* » exercées depuis plusieurs mois sur son ministère par un lobby « *pour la mise en œuvre d'une nouvelle expérimentation en RDC* ».

Quelques jours plus tard, le ministre démissionnaire revient à la charge dans les colonnes du journal **Le Monde**, en évoquant un « *lobby malveillant* » qui « *a tenté par tous les moyens d'imposer, en RDC, le vaccin expérimental du fabricant pharmaceutique Johnson & Johnson* ».

De quel lobby s'agit-il et qui sont les acteurs auxquels l'ancien ministre fait allusion? L

Une chose est certaine: le seul vaccin à être utilisé depuis le début de l'épidémie d'Ébola est le vaccin rVSV-ZEBOV fabriqué par une firme canadienne et racheté par le groupe pharmaceutique Merck. Le deuxième vaccin, celui du laboratoire Johnson & Johnson, ne ferait pas l'affaire selon le docteur Ilunga. Il reproche à ce vaccin de n'être qu'en « phase 2 » et de nécessiter « deux injections administrées à 56 jours d'intervalle », ce qui n'aurait que peu d'impact pour contrôler la maladie.

Un avis que ne semble pas partager la présidence de la République, donc Félix Tshisekedi, qui a officiellement désavoué le ministre de la Santé sortant, confiant la coordination de la riposte contre Ébola au professeur Jean-Jacques Muyembe, qui, ironie de l'histoire, entretiendrait non seulement des rapports pour les moins étroits avec la firme Johnson & Johnson, mais est aussi rémunéré par la firme pour réaliser l'essai clinique du second vaccin en RDC. Désapprouvé, le docteur Oly Ilunga décide de claquer la porte avec fracas, en publiant la missive susmentionnée. Ce que n'aurait pas apprécié la présidence de la République, plus particulièrement Félix Tshisekedi.

Selon une source digne de foi, la présidence congolaise a organisé une réunion au cours de laquelle il aurait été décidé de trouver un moyen pour « coincer » le docteur Ilunga. Ses proches collaborateurs ont été visités par les services de sécurité et la police à plusieurs reprises. Au menu de ces visites: la gestion des fonds destinés à la lutte contre Ébola. C'est en tout cas ce que prétextent les autorités. Mais en réalité, il y a des gens à la présidence qui souhaiteraient faire taire le docteur Ilunga.

Il s'agissait, en fait, d'« une affaire de gros sous ». En effet, depuis que la Banque mondiale a annoncé, en juillet dernier, l'octroi d'une aide pouvant atteindre 300 millions de dollars dans le cadre de la lutte mondiale contre l'épidémie d'Ébola qui sévit au Congo, l'exécutif congolais est entré en transe. Tout le monde est agité. « Beaucoup des gens pensaient que cet argent allait être

géré par le docteur Ilunga, confie une source. Il était devenu l'objet d'attention et d'envie, et il n'était pas rare d'entendre des gens lui dire qu'il est chanceux de gérer un tel montant... » La présidence de la République n'était pas en reste. « *300 millions dollars, c'est beaucoup. Tout le monde voulait voir clair dans cette affaire et ce n'est pas les nouveaux locataires du Palais de la Nation qui allaient rester en stand-by* », s'est amusé une source.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le docteur Oly Ilunga était devenu l'objet de toutes les attentions, de toutes les convoitises, mais aussi et surtout de rancœur aussi bien de certains politiciens que des gens au plus haut sommet de l'État. Soupçonné, à tort ou à raison, d'avoir détourné des millions de dollars destinés à la lutte contre Ébola, son refus de cautionner le deuxième vaccin et sa démission avec fracas, qui a révélé au grand jour les dissensions profondes entre la présidence et le ministère de la Santé qu'il dirigeait, sont autant d'éléments qui ont poussé la présidence à lui mener la vie dure. Tous ses anciens collaborateurs, on l'a dit, ont été entendus par les agents de la police judiciaire. Voici ce qu'a dit une source proche de l'ancien ministre: « *Ils (les agents de l'État) ont passé leur temps à fouiller les dossiers du ministère de la Santé et ils n'ont rien trouvé d'accablant contre Oly Ilunga. Ils ont toutes les pièces comptables entre les mains depuis le mois d'août et ils savent qu'ils n'ont aucune preuve concrète contre lui* ».

Pourtant, Oly Ilunga a quand même été arrêté le 14 septembre dernier par la police nationale congolaise, qui a affirmé que l'ancien ministre aurait tenté de quitter le territoire national pour Brazzaville via le Kongo Central. Des allégations aussitôt rejetées par son avocat, Me Guy Kabeya. D'après une source policière « le dossier est vide » et il s'agit d'une décision motivée par des considérations politiques. Lesquelles? « Je ne saurais vous le dire », a-t-elle dit. L'argument même selon lequel il aurait détourné près de 4,3 millions de dollars destinés à la lutte contre Ebola ne semble pas non plus tenir la route.

Par ailleurs, on a appris que le Trésor public congolais, dans le cadre de la lutte contre Ébola, a versé au total près de 2,4 millions de dollars, sur une période de 11 mois, au ministère de la Santé dirigé par le Oly Ilunga, contre 1,9 million de dollars versé à la riposte dirigée par le professeur Jean-Jacques Muyembe sur une période d'un mois. Aux lecteurs de se faire leur propre opinion...

S'agissant des raisons qui sous-tendraient l'acharnement contre Oly Ilunga, une source très proche de l'ancien ministre nous a expliqué que Félix Tshisekedi n'a jamais apprécié celui qui a été pendant longtemps considéré comme le médecin personnel de son défunt père, Étienne Tshisekedi. « *Félix n'appréciait pas la proximité entre son père et Oly Ilunga. D'autant moins que ce dernier, contrairement à la croyance répandue, n'était pas membre de l'UDPS, mais était l'assistant personnel d'Étienne. Ce dernier avait fait comprendre à M. Ilunga que Félix ne pouvait pas être son successeur. Cela était connu de Félix et de Maman Marthe qui ne portaient pas du tout Oly Ilunga dans leur cœur...* »

La même source explique que depuis l'arrivée de Félix Tshisekedi au pouvoir, les deux hommes ne se sont pratiquement jamais parlé. Sauf lorsque Oly Ilunga a été entendu par la présidence à la suite d'une accusation émanant du docteur Muyembe. « *Malgré les nombreuses demandes d'audience par Oly Ilunga, il n'y a jamais eu de réunion de travail entre la présidence et le docteur Ilunga sur Ébola ou sur tout autre dossier lié à la santé publique, sauf lorsque le ministre devait se justifier suite aux accusations du docteur Muyembe. C'était au mois de mai* ».

Pour la petite histoire, le docteur Oly Ilunga, dans sa lettre de démission, reproche à la présidence de court-circuiter son autorité pour travailler directement avec le professeur Jean-Jacques Muyembe, qui coordonne la riposte contre Ébola. Ce dernier a annoncé tout récemment la découverte de deux molécules curatives (mAb114 et le Regeneron) contre Ebola. Ce qui a fait bondir de joie les Congolais. À en croire une source au fait de ce dossier, « la communication du professeur Muyembe est mensongère et trompeuse.

Ces deux molécules sont utilisées depuis août 2018. Les résultats préliminaires de l'essai clinique révèlent que le Regeneron est la meilleure molécule disponible à ce jour, le mAb114(co-produit par le professeur Muyembe et un centre de recherche américain)arrivant en seconde position. Son médicament agit efficacement seulement dans les 48h et permet de réduire le taux de létalité des

patients à 11%. Administré après 48h, le taux de létalité remonte à 66% ». Ce qui n'est pas si différent du taux de létalité des patients lors de l'épidémie de l'Afrique de l'Ouest lorsque les molécules thérapeutiques n'existaient pas encore.

En outre, contrairement à ce que laissent entendre le gouvernement congolais et le professeur Muyembe, Ebola ne reculerait pas sur le terrain. Bien au contraire. Les données du gouvernement ne refléteraient pas non plus la vérité des faits. C'est en tout cas ce que nous dit une source qui semble être dans les secrets des dieux. D'ailleurs, ses observations sont corroborées par la journaliste canadienne Helen Branswell (spécialisée dans les questions médicales) qui émet, elle aussi, des doutes sur les données concernant l'épidémie d'Ebola.

En fait, tout le monde (OMS, ONG humanitaires impliquées en RDC et certains organismes de l'ONU) sait que quelque chose ne tourne pas rond dans cette affaire, que la présidence de la RDC raconte des sornettes, mais tout le monde se tait. Pourquoi?

Parce que derrière l'épidémie d'Ebola se profilent des intérêts colossaux aux ramifications internationales, dont les Congolais n'ont aucune espèce d'idée.